

# LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА BALKANSKA FEDERACIJA

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА FEDERACIONIT BALKANIK

ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ FEDERATIUNEA BALCANICA

بالقان فدراسیونی

Adressez la correspondance à  
F. LINDNER, Wien, IX.  
Postamt 72, Postfach № 37

Paraissant tous les  
1 et 15 du mois

Prix du numéro et abonnement pour 6 mois:  
5000 et 60.000 cour. pour l'Autriche  
10 cents et 1 dollar pour tous pays restants

## SOMMAIRE

### TEXTE FRANÇAIS (225-229)

- D. Vlakhoff. Le peuple macédonien et ses bourreaux.  
Nicolas Mermet. Le seul chemin de la libération.  
H. Dalmata. Les Croates et la Fédération Balkanique.  
A. Pavloff. A bas les assassins! (Sur la situation en Bulgarie).

### TEXTE ALLEMAND (230-232)

- Transilvanicus. Die Siebenbürger Frage.  
D. Vlakhoff. Die politische und wirtschaftliche Lage Bulgariens.

### TEXTE ROUMAIN (232-233)

- Olteanu. Libertatea naționalității în România de astăzi.

### TEXTE BULGARE (233-239)

- Ред. Балк. федерация, Георги Скрижовски.  
Изложение.  
Д. Влахов. Македонският народ и неговите налаци.  
Д. Влахов. Политическото и економическо положение на България (II).  
А. Павлов. Долу убийците! (По положението в България).  
Д. Влахов. Pro domo sua.

### TEXTE SLOVÈNE (240)

- VI. Martelanc. K vprašanju revolucionarne borbe slovenskega ljudstva.

## Le peuple macédonien et ses bourreaux

### Une déclaration du soi-disant Comité Central de l'ORIM

S'il faut croire la presse bourgeoise de Sofia, l'ORIM a dû tenir un congrès général vers la première moitié du mois de février dernier. A ce congrès ont dû participer des délégués de tous les départements révolutionnaires de la Macédoine. Un nouveau Comité Central dut être élu, composé de Iv. Mikhailoff, terroriste aux gages du gouvernement Tzankoff et organisateur de meurtres sur les révolutionnaires macédoniens; Al. Protoguéroff, bourreau du peuple macédonien, dont le seul nom suffit pour le présenter, et G. P. Khristoff — homme vénal, connu pour ses exploits pendant la guerre.

Ce „Comité Central“ a publié une déclaration dans la presse gouvernementale bulgare et macédonienne, sur le texte de laquelle nous ne jugeons pas nécessaire de nous arrêter, les principes de cette bande criminelle étant fort connus.

Cependant, une autre question, de beaucoup plus importante, se pose devant nous.

D'abord, un congrès de l'ORIM a-t-il eu lieu? Dans le cas affirmatif, nous demandons où a-t-il tenu ses séances et quels sont les délégués qui y ont participés?

Nous fiant aux nouvelles que nous recevons de la Macédoine, nous pouvons affirmer en toute sûreté que le congrès de l'ORIM ne s'est pas tenu.

Les Iv. Mikhailoff et les Protoguéroff mentent sans vergogne et commettent une lâcheté, en voulant parler au nom d'une organisation qui a pendant des décades mené à la lutte le peuple macédonien, qui ne souffrirait pas que des traîtres et des assassins parlent en son nom. En vérité, la bande de Protoguéroff n'a aucune organisation en Macédoine. C'est en Bulgarie seulement qu'elle groupe des jeunes officiers, pour la plupart membres actifs de la ligue militaire, dirigée par les généraux Rousseff, Volkoff et Protoguéroff.

Ces bourreaux du peuple macédonien ont convoqué une assemblée quelconque à Sofia, à laquelle participaient différents

criminels et assassins du peuple macédonien, et c'est cette assemblée que la presse bourgeoise bulgare et macédonienne ose intituler: le congrès de l'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne!

L'ORIM, la véritable ORIM, celle qui prépare à la lutte décisive le peuple macédonien, l'organisation qui a bataillé pendant des dizaines d'années pour la liberté et dont les leaders étaient les intrépides révolutionnaires macédoniens, comme G. Deltchéff, D. Groueff, Jani Sandanski, D. H. Dimoff et P. Tochéff, continue à vivre. Mais elle n'a rien de commun avec l'organisation des décapiteurs Protoguéroff-Tzankoff.

En se servant du nom de l'ORIM, les Protoguéroff ne tromperont personne. Le peuple macédonien connaît la vraie situation, car il a participé à la vie intérieure de la véritable organisation révolutionnaire macédonienne.

Ses délégués se prononceront bientôt et diront tout haut ce qu'ils pensent des assassins de Sofia. Le Comité Central de l'ORIM, fera savoir son programme au peuple. Il montrera aux masses macédoniennes le chemin qui mène à leur libération.

En ma qualité de mandataire du Comité Central provisoire de l'ORIM, guidé par les principes du Manifeste du 6 mai 1924, je fais appel à tous les révolutionnaires macédoniens, les mettant en garde contre les racontars des malfaiteurs, usurpateurs du nom de l'organisation révolutionnaire macédonienne. J'invite les combattants macédoniens à continuer à démasquer les agents des dictateurs bulgares et à dévoiler le rôle infâme de St. Micheff, des Kalamatieff et des Pandourski, renforçant en même temps leur lutte révolutionnaire contre leurs oppresseurs, les gouvernements réactionnaires de Tzankoff, Pachitch et de Mikhalakopoulos.

Le jour de notre triomphe est proche! Le front-unique de combat des peuples opprimés et des masses laborieuses des Balkans, fera conquérir l'indépendance à la Macédoine et réalisera la Fédération Balkanique.

D. Vlakhoff

## Le seul chemin de la libération

### La situation générale dans les Balkans

Plus que partout ailleurs en Europe, la situation est révolutionnaire dans les Balkans. Tous ceux qui savent juger les événements objectivement et impartialement, tous ceux qui ne se laissent pas bernier par la propagande officielle, mais sont en état d'analyser les faits concrets, ce que nous avançons se passe de toute démonstration. Quotidiennement on annonce quelque soulèvement, des mutineries, ou des luttes à mains armées sur un point des Balkans. Tantôt ce sont les ouvriers et les paysans de Bulgarie — nullement découragés de la défaite de leur insurrection de 1923 — qui livrent combat aux bandes fascistes de Tzankoff et de Protoguéroff. Le sang versé en commun dans les batailles héroïques a scellé à jamais leur alliance. Aujourd'hui, les ouvriers et les paysans bulgares ne font qu'un bloc d'acier devant l'ennemi commun. Tantôt les échos nous parviennent des révoltes paysannes en Bessarabie et en Dobroudja contre la domination des boyards. En Albanie, c'est le vétéran révolutionnaire Baïram Tzouri qui se réfugie dans la montagne avec ses partisans, et de là guette les mercenaires féodaux d'Ahmed Zogou et des beys, pour leur livrer combat au moment favorable et délivrer le pays des tyrans. En Grèce, les cliques militaristes se disputent le pouvoir, tout en noyant dans le sang les mutineries et les grèves ouvrières, en assassinant les minorités macédoniennes et en préparant de nouvelles guerres en Asie — Mineure, sous l'instigation de certaines grandes puissances occidentales. Dans la citadelle de la réaction balkanique — en Yougoslavie — la terreur bat son plein contre les nationalités opprimées et les ouvriers des villes. Dans tout le pays on est sur le qui-vive; le gendarme y règne en maître. Le trio sinistre Pachitch—Karadjordjévitch—Pribitchévitch ordonne des répressions sanglantes en Croatie et en Dalmatie, en Bosnie et en Macédonie. Dans ce dernier pays, les révolutionnaires sont obligés de lutter sur trois fronts: contre les conquérants serbes, bulgares et grecs à la fois. Et malgré les innombrables sacrifices qu'ils subissent, ils s'insurgent quand — même; malgré les baïonnettes de la soldatesque, ils restent indomptables.

La situation dans les Balkans peut donc se caractériser comme étant celle de la terreur blanche la plus cruelle, l'ère des persécutions, des assassinats, d'inquisitions contre les nationalités subjuguées et les minorités nationales. C'est la mise hors la loi, non seulement des prolétaires industriels et de leurs partis communistes, — que les réactionnaires pourchassent depuis des années — marchant sur les traces de leurs frères de Russie, mais aussi de millions d'hommes qui veulent secouer le joug des oppresseurs, conquérir la liberté nationale et fonder des états indépendants, dans une Fédération Balkanique ouvrière et paysanne.

Ajoutez à tout cela une misère croissante dans les larges masses populaires, une crise financière et économique des plus aiguës, le chaos général dans tous les domaines, et vous aurez le tableau de la situation dans la Péninsule Balkanique.

### Les forces en présence

Le tableau que nous venons de brosser en traits larges sur les divers pays des Balkans, nous prouve que tous ces soulèvements, ces attentats, ces crises chroniques politico-économiques, le rôle prépondérant de la botte militariste et des camarillas des cours, le paupérisme des masses ouvrières, l'instabilité et l'insécurité, tout cela nous prouve, disons-nous, que la lutte des classes et celle des nationalités opprimées prennent des formes nouvelles et que nous sommes à la veille de moments décisifs. Deux blocs bien distincts sont en train de se former: les forces réactionnaires et conservatrices, avec l'appareil étatique qu'ils ont en mains, et les forces révolutionnaires des ouvriers et des paysans, qui sont l'immense majorité. Chacun de ces deux blocs cherche des alliés. C'est ainsi que nous voyons que les ennemis les plus farouches de la veille se reconcilient, oublient les guerres sanglantes auxquelles ils se livrèrent tant de fois, renoncent à se quereller sur des questions plutôt secondaires, et sous les auspices de leurs protecteurs occidentaux, cherchent un terrain d'entente pour sauvegarder les intérêts de leur classe, menacés par le flot révolutionnaire — et former un bloc contre révolutionnaire dans les Balkans. Cette solidarité devant le danger commun immédiat s'est vue bien des fois dans l'histoire.

Bismark n'hésita pas un seul instant à secourir Thiers et les Versaillais pour abattre la Commune de Paris, se rendant compte de la menace qu'encouraient les privilégiés de son pays, dans le cas d'une victoire définitive de la classe ouvrière en France. En 1923, dans la Ruhr, les généraux français payèrent la dette de 1871, en faisant marcher leurs régiments contre les ouvriers insurgés et en collaborant étroitement avec les magnats allemands pour refouler les assauts prolétariens.

L'entente entre Pachitch, Tzankoff et les autres satrapes ne nous étonne d'aucune façon; elle ne fait que confirmer notre point de vue.

A ce front-unique réactionnaire s'oppose le bloc révolutionnaire des ouvriers et des paysans balkaniques. La conscience de classe, la défense des intérêts qui leurs sont également chers, le joug qu'ils subissent font ouvrir les yeux aux plus aveugles et leur font voir le chemin à suivre et l'ennemi commun à vaincre. Par delà les frontières et les haines que les gouvernants semèrent pendant des décades parmi les ouvriers des villes et des campagnes des différentes nationalités, il se forme le front-unique des opprimés, qui se prépare à livrer le combat pour la prise du pouvoir.

### Révolution pacifique ou Révolution violente

S'il est prouvé que dans des pays donnés la situation politique et économique soient mûres pour la révolution, il nous semble superflu de discuter si celle-ci sera une révolution pacifique ou une révolution sanglante et violente. Nous ne disons pas qu'il y ait encore beaucoup d'idéologues et de politiciens — bourgeois et petits bourgeois masqués — qui se font des illusions sur la légalité, le parlementarisme, la tactique générale à adopter devant des ennemis prêts à tous les crimes pour se maintenir au pouvoir. Nous laisserions ces gens continuer tranquillement leurs rêves sur les beautés de la démocratie et les bienfaits du pacifisme, s'ils n'entraînaient dans leurs dangereuses rêveries métaphysiques certaines couches travailleuses, qui n'arrivent pas encore à se dégager de leur influence malsaine. Car poser le problème d'une révolution pacifique ou violente, c'est le résoudre. On ne discute pas avec des bandits armés jusqu'aux dents, mais on lutte; on ne parlemente pas avec les criminels qui règnent par la terreur, on leur fait la guerre sans merci. Ce n'est pas par de belles phrases séduisantes et les gants à la main, qu'on s'avance vers eux, en se perdant dans d'inutiles débats et en invoquant d'arguments irréfutables; c'est la fusil à la main, toujours prêt à la riposte, sans être jamais pris au dépourvu qu'on se comporte envers les sadiques qui se maintiennent par le fer et par le feu partout où ils sont encore les maîtres.

Invoquer dans ces conditions à ces bourreaux qui massacrent les travailleurs quotidiennement et par centaines, la liberté, le droit, l'égalité et toutes "les grues métaphysiques" du monde, c'est démontrer une incompréhension totale de la situation politique et de l'époque dans laquelle nous vivons. Cette naïveté est aussi criminelle qu'imbécile. Les hommes qui prétendent que la révolution qui vient sera pacifique sont aussi dangereux, — sinon plus, parce qu'hypocrites et jouissant d'une certaine réputation et de l'autorité auprès des masses — que ceux qui sont connus comme des ennemis déclarés et ouverts de l'émancipation du peuple travailleur. Ces pacifistes — pacifistes pendant la paix et guerriers jusqu'aboutistes pendant la guerre! — font oeuvre de contre-révolutionnaires au même titre que les Pachitch, les Tzankoff, les Ahmed Zogou ou les Bratiano. Ils les secondent en quelque sorte, faisant tout pour retenir l'élan révolutionnaire libérateur des couches profondes de la paysannerie et des ouvriers. Ils doivent être dénoncés comme tels aux masses populaires, auxquelles on doit conseiller de s'en méfier comme de la peste.

*L'époque historique que nous vivons demande de notre part un langage clair et viril. Les hésitations, les demi-mesures et les compromis ne peuvent pas avoir droit de cité dans nos organisations révolutionnaires.*

Toute équivoque ou toute faiblesse devant les problèmes posés impérieusement par la vie, seraient des fautes aussi impardonnables qu'irréparables à la fois, capables de perdre les situations les plus propices à la révolution et à sa victoire.

Il faut avoir le courage de regarder les réalités en face, sans sur-estimer ou sous-estimer ses propres forces ou celles de l'ennemi, et quelque difficiles que soient ces réalités, quel que soit la responsabilité qui pèse sur ceux qui ont la confiance des masses, ce n'est que les lâches qui se détournent des faits et des questions auxquels ils ont à donner une réponse catégorique et nette. *Oui, nous disons que la révolution qui vient sera sanglante et violente; oui, pour qu'elle puisse remporter la victoire, il faut faucher les sommets de nos ennemis; oui, nous devons organiser la terreur pour répondre à celle instaurée en permanence par les gouvernements contre-révolutionnaires.* Sans cela, pas de victoire possible, pas de prise du pouvoir à espérer. Dire le contraire, nier ces vérités élémentaires de la stratégie révolutionnaire, serait patauger dans une phraséologie vide et nuisible, qui mène à la défaite et au découragement certains, et qui renforce les positions ennemies.

Hélas! les événements historiques trop récents — pour ne pas parler d'autres — nous enseignent cruellement ce qu'il coûte de ménager la bête et vouloir l'appivoiser, au lieu de l'abattre et la rendre ainsi à jamais inoffensive, pour que

nous ne tenions pas compte de ces expériences dans les dures luttes qui nous attendent. Nous savons que les cliques capitalistes et féodales, ne se laisseront pas déposséder du pouvoir sans une résistance acharnée et sans faire couler le sang à flots. Autant qu'eux, sinon mieux, il faut que nous sachions nous organiser et nous armer pour livrer le combat au moment le plus favorable pour nous.

### L'étape qui vient...

Sans vouloir jouer au prophète, on peut dire, vu la proportion des forces et des influences, que l'étape qui vient dans la plupart des pays balkaniques sera celle de la libération des nationalités opprimées et des minorités nationales. Dans cette lutte contre les féodaux-capitalistes et l'oppression d'une nationalité contre une autre, contre la dictature des cliques militaristes soutenues par les forbans capitalistes, la classe ouvrière des villes ne restera pas dans la passivité. Elle s'engagera résolument dans la lutte à côté des masses paysannes, pour abattre le pouvoir réactionnaire. Son rôle est celui d'avant-garde et d'animateur révolutionnaire. Par la propagande et l'agitation du parti ouvrier, le front unique de combat doit devenir une réalité qui s'impose par sa force, sa cohésion, sa discipline et par l'enthousiasme de combattivité de ses partisans. Les chefs paysans qui s'opposeraient à la réalisation de ce mot-d'ordre, seraient à jamais compromis et déclarés ennemis de ceux-là même qu'ils prétendent libérer du joug despotique. Ainsi, les gouvernements ouvriers et paysans pourraient devenir des réalités de demain, capables de refouler toutes les attaques des forces contre-révolutionnaires.

*Mais il ne suffit pas que la situation soit révolutionnaire, pour que celle-ci se produise. Il faut encore que les partis et les organisations révolutionnaires soient à la hauteur de leurs tâches, sinon on peut laisser échapper la meilleure occasion à la prise du pouvoir et aller à la catastrophe et la défaite.* Comme les occasions propices ne se présentent pas si souvent, tout l'insurrectionnel consiste à choisir le moment juste, — ni plus tôt ni plus tard — à ne livrer le combat qu'avec toutes les chances de succès et en s'engageant à fond. Le moment de la bataille doit être choisi par le camp révolutionnaire sans se laisser prendre au piège intempestivement, et sur le terrain où il se sent le plus à son aise.

*L'insurrection armée seule pourra enfanter une révolution victorieuse. Pour dissiper toute équivoque et ne pas nous prêter à une fausse interprétation, nous nous empressons d'ajouter que quand nous disons insurrection armée, nous entendons par-là la préparation méthodique de l'insurrection.* Ce n'est pas nous qui précherions les soulèvements locaux chaotiques et les mutineries, qui gaspillent nos propres forces et ne mènent pas au résultat voulu.

*Nous sommes partisans de l'action révolutionnaire consciente, pour la formation des comités d'actions et des groupes de combats qui, au moment voulu, marcheront comme un seul homme contre la citadelle réactionnaire.*

Nous attribuons un rôle des plus importants à la décomposition de l'appareil étatique ennemi et des forces sur lesquelles son pouvoir repose, c'est-à-dire l'armée. Une attention particulière doit être attachée à la propagande illégale dans l'armée, car sans cette propagande antimilitariste, sans avoir une bonne partie de l'armée de notre côté, notre révolution court à une défaite certaine.

Le chemin à parcourir est ardu et plein de difficultés, mais l'enjeu est le pouvoir et la libération. Poser des problèmes n'est pas les résoudre, mais c'est à leur bonne ou mauvaise solution qu'on mesurera nos capacités révolutionnaires; c'est d'après cela qu'on nous jugera.

Quoi qu'on fasse et quoi qu'il advienne nous saurons faire triompher notre cause, et quelque jour, nous dirons avec Alexandre Herzen : « à petits pas nous avançons vers le matin. »

Nicolas Mermet

## Les Croates et la Fédération Balkanique

Tous ceux qui sont au courant de la politique balkanique et qui savent se former une opinion précise sur les événements, ne sont pas sans savoir que les Croates sont loin d'être satisfaits de la situation qui leur est faite dans l'état des Serbes-Croates et Slovènes. Soumis à l'hégémonie panserbe, ils engagent la lutte pour la transformation de l'état actuel et aspirent — comme toute nation arrivée à sa maturité — à une vie économique, politique et culturelle indépendantes.

En tant que représentants officiels de l'état des S. H. S. les Serbes font croire que l'hostilité des Croates provient de la haine qu'ont les catholiques de Croatie pour les orthodoxes de Serbie et de l'incapacité des Croates à former leur unité nationale indépendante. Pour prouver cette „incapacité“ les Serbes invoquent

volontiers l'esclavage des Croates durant huit siècles et les services qu'ils rendirent à la politique de leurs maîtres pendant ce temps : d'abord aux Hongrois qui, de la plaine de Panonska se frayèrent le chemin vers l'Adriatique; plus tard aux Habsbourgs qui concentraient tous leurs efforts à l'établissement de l'empire danubien du centre, sous l'hégémonie allemande et hongroise, auxquels les autres nations slaves servaient d'hélotés, permettant de cette façon aux nations privilégiées de se fortifier économiquement autant que politiquement et contribuant largement au développement des grands centres. Les Croates protestent véhémentement contre une interprétation aussi superficielle de l'histoire du peuple croate et de ses luttes pour l'indépendance. Sous la dynastie hongroise des Arpadovitch, plus tard sous celle des Habsbourg, le peuple croate subissait le joug malgré lui, — la clique impérialiste panserbe va jusqu'à prétendre que c'était d'un bien-être et d'un développement économique — n'ayant pas la force de le secouer. Cet esclavage était la conséquence logique d'un processus historique très compréhensible, quoique fort pénible, d'autant plus que les croates de cette époque considéraient la politique comme „l'art qui au moment déterminé et avec le moins de victimes conserve le plus de biens, remportant le plus de succès“. En outre, les croates se réfèrent à leurs historiens — Klaitch et Krniavi, — qui prétendent que le contact étroit durant des siècles avec les autres nationalités du Danube central, prouve la justesse de la ligne politique que suivaient les Croates et leur compréhension des responsabilités étatiques. Ce contact permanent permit aux croates de s'assurer des relations avec l'Occident et par là d'élever le niveau culturel du peuple, qui devance de beaucoup, encore aujourd'hui, la plupart des autres peuples des Balkans.

Malgré les demandes que firent les cercles officiels de l'état des S. H. S., malgré les interrogations des partis et des personnalités politiques, les Croates ne disent pas encore clairement ce qu'ils veulent, ni la conception qu'ils se font d'un nouvel état. *Tout au plus les nombreuses propositions des partis croates sur l'organisation d'un état commun des Serbes et des Croates, et les multiples projets de Constitution d'un tel état, nous font voir les différentes nuances de l'opinion croate, — les uns défendant l'autonomie, d'autres l'union des nationalités, la fédération et la confédération de tous les peuples de la Yougoslavie et des Balkans.* Certains s'accorderaient pour la formation des „états unis“; il y en a qui proposent „l'alliance des états“ indépendants dans l'état des Serbes-Croates et Slovènes.

A tout cela les cercles officiels de Belgrade et les leaders des partis serbes répondent, que leurs propositions ne sont que des attaques masquées dirigées contre l'existence territoriale d'un nouvel état des S. H. S., une nouvelle preuve que les croates sont contre l'unité de la Yougoslavie.

*En vérité, il est hors de doute que l'immense majorité des croates demandent l'absolue indépendance nationale et étatique, mais leurs chefs ne savent pas encore se résoudre à la forme qu'aura à prendre le nouvel état.*

La question croate reste donc ouverte et attend sa solution. Les facteurs économiques et politiques, l'évolution historique, la conscience et les intérêts des masses paysannes et ouvrières nous font penser que cette question devra avoir sa solution radicale et équitable prochainement. S'il faut chercher à pénétrer les propositions si contradictoires que nous avons citées plus haut, venant de divers milieux, cela ne nous semblera plus aussi paradoxal, quand nous saurons que pas un parti croate, pas même celui de Raditch — n'a su exposer dans son programme la conception précise et juste de la question croate et yougoslave, répondant aux besoins du peuple croate.

Le parti le plus influent et le mieux organisé parmi les croates — Parti Républicain Paysan Croate — et son chef, Raditch, hésitent bien des fois sur la ligne politique à adopter aux moments les plus critiques. Ne les vit-on pas abandonner le boycottage parlementaire et se rendre à Belgrade, au Parlement de la dynastie Karadjordjevitch et du dictateur Pachitch, pensant que cela leur facilitera de réaliser le programme du parti et les aspirations du peuple croate. On dit même que le parti de Raditch se contenterait du „système monarchique anglais“ pour les Balkans. La presse à tout faire du régime s'empresse d'annoncer que les représentants parlementaires du parti paysan croate renoncent au républicanisme et à l'Internationale Paysanne, se contentant des nuageuses et bien douteuses promesses des politiciens monarchistes grands — serbiens Davidovitch et Voya Marinkovitch, qui promettent des réformes et une certaine autonomie, à condition que les croates quittent les organisations révolutionnaires et s'inclinent bien bas devant la couronne des Karadjordjevitch.

On ne peut encore dire avec exactitude s'il s'agit d'un changement de programme et de tactique du parti paysan, ou si cette capitulation devant la clique monarchiste, militariste et impérialiste de Belgrade ne soit autre chose qu'un louvoiement stratégique. Quoi qu'il en soit, nous disons qu'en ce moment — qu'il s'agisse de capitulation ou de malice politique — c'est faire un travail aussi anti-national que contre-révolutionnaire que d'agir

ainsi. Nul doute que les chefs des paysans croates craignent la prison et les sacrifices, sans lesquels ils n'y a pas de lutte possible, ni de victoire à escompter. Renier les idées républicaines, chercher un compromis avec la monarchie, sortir de l'Internationale Paysanne, n'est autre chose que trahir les masses paysannes de Croatie avec un jésuitisme sans pareil. En faisant barre à droite les chefs du parti paysan croate se jettent dans les bras des politiciens de „l'Union Croate“, connus depuis toujours comme les représentants d'un parti capable de tous les reniements, prêts aux plus sales machinations, pourvu qu'ils en tirent un profit, qu'ils aient un gros bénéfice en perspective. Le comble des abdications, c'est celle faite par les représentants de la paysannerie révolutionnaire de Croatie, qui permettent que le chef du parti capitaliste „l'Union Croate“, le Dr. Anté Troumbitch, puisse prendre la pose d'un défenseur des paysans, tandis qu'il est leur ennemi. Ce même homme a un long passé politique plein d'abdications et de reniements devant Pachitch. Pendant la guerre mondiale il fut son bras droit et le seconda tant qu'il pût pour la formation de la Grande Serbie. Par leur nouvelle tactique les chefs du parti paysan croate confirment en quelque sorte aux hommes du régime hégémoniste de Belgrade que l'oppression, la terreur, la baïonnette, les prisons sont des moyens gouvernementaux qui portent leur fruits et assagissent l'opposition des nationalités opprimées et des classes exploitées. En même temps ils haussent l'autorité morale de Pachitch, qui „sait tout et peut tout“. Le temps est venu, Messieurs, de jouer le jeu franc, avec le drapeau largement déployé, car le peuple croate ne permettra pas qu'on perpétue son esclavage, qu'on vende sa liberté et sa lutte pour l'indépendance par d'infâmes marchandages dans les coulisses des ministères de Belgrade.

Les conservateurs de l'Occident observent les événements du proche — Orient sous le prisme de leurs intérêts particuliers. De temps en temps on entend des voix s'élever contre les traités de paix, des protestations timides se font entendre contre l'éparpillement des états en Europe Centrale, des réserves se font sentir sur la stabilité des six nouveaux états, des plaintes sur l'insécurité qu'il y a à placer des capitaux étrangers. Ces conservateurs voient d'un mauvais oeil les dépenses militaires superflues, les gaspillages bureaucratiques exagérés, les listes civiles des monarchies et des présidents égaux celles de l'Angleterre et de la France. Des hommes d'états occidentaux vont jusqu'à demander la révision des traités de paix et le retour pur et simple, sous une forme ou une autre, sur le Danube central du statu quo d'avant guerre. Ainsi transformé l'Europe Centrale serait sous la protection de l'armée française, disposant des canons de Creusot-Chneider, sous le contrôle des financiers de London City. Pour ces raisons, il n'est que très compréhensible qu'il y ait beaucoup de gens en Croatie qui attendent avec impatience la réalisation de ces plans politiques en Europe Centrale.

Les cercles conservateurs de Croatie sont convaincus que si le capital occidental met en pratique cette politique, alors surviendrait un changement capital dans la situation politique des croates, qui s'orienteraient de nouveau vers l'Europe Centrale, se détournant des Balkans. Une pareille solution de la question croate est défendue par les cercles conservateurs et cléricaux en Croatie, par les entreprises bancaires, dépendantes du capital étranger. Il va sans dire qu'on doit tenir compte de cela, car nous savons que les questions politiques en dépendent grandement.

Contre ce courant des conservateurs capitalistes de Croatie, il existe un autre, composé d'éléments ouvriers et paysans jeunes, qui propagent avec enthousiasme dans les masses les idées de la „Fédération Balkanique“, répondant le mieux aux aspirations et aux intérêts du peuple croate, ainsi qu'à la solution équitable de ce problème.

A part ces deux conceptions pour résoudre la question croate, on en discute deux autres qui prétendent également solutionner le problème croate. L'une est posée assez équivoquement par le Parti Républicain Paysan Croate, qui veut la souveraineté et l'indépendance d'une Croatie, où fleuriraient le pacifisme et la démocratie, sous la haute protection des puissances „humanitaires“ de l'Occident et de la Société des nations.

Cette thèse est accueillie plutôt froidement chez les capitalistes et les financiers, qui veulent la lutte politique légale, cherchent à pactiser avec un puissant parti serbe et à consolider la situation en Yougoslavie, tenant à tout prix à convaincre que le seul moyen qui donnera des résultats concrets aux croates sera l'entente avec les serbes. Ils demandent, par contre, que deux concessions soient faites à Belgrade: reconnaître la monarchie et la Constitution centraliste. Les capitalistes considèrent que cet état de choses permettra l'expansion industriel et financier des croates, rôle et mission qu'ont à jouer les croates dans le nouvel état des Serbes-Croates et Slovènes. Pour cacher leurs idées d'exploitation, les bourgeois capitalistes de Croatie se servent encore d'arguments suivants: les croates ne sont pas encore guéris de la psychose d'après-guerre, ils font la politique sentimentaliste, et ce qui est le plus important, les croates ne

seraient pas capables de fonder un état indépendant, qu'ils ont perdu en 1102. Mais les capacités de travail, le degré culturel supérieur, les entreprises industrielles solides, les banques croates qui jouissent d'une grande autorité et du crédit, exclusivement pour leur excellente organisation, toutes ces qualités font dire aux conservateurs croates qu'on doit abandonner la lutte pour l'indépendance nationale, chercher à faire un compromis avec l'état actuel des S. H. S., moyens qui permettront aux croates de dominer économiquement, politiquement et financièrement en Yougoslavie.

„L'entente des peuples et la démocratie paysanne“, conclues par les partis serbes de l'opposition, avec les représentants des peuples opprimés, où le parti de Raditch joua un rôle prépondérant — est un cadeau fait au régime sanguinaire Pachitch-Karadjordjévitch-Pribitchévitch et une confirmation à peine voilée du point de vue de la bourgeoisie capitaliste de Croatie et de l'impérialisme militariste panserbe.

La solution du problème national et social croate ne dépend pas des groupes capitalistes yougoslaves, mais de la lutte commune des masses ouvrières et paysannes, unissant leurs efforts à celui des autres nationalités opprimées de la Yougoslavie et des Balkans. Nous savons positivement que le bloc de l'entente nationale et de la démocratie paysanne et les solutions qu'ils veulent faire prévaloir ne sont autre chose qu'une tentative des groupes capitalistes des peuples opprimés, unis à leurs confrères serbes, pour brouiller les cartes, remettre la solution des problèmes urgents, faisant l'impossible pour qu'ils soient résolus à leur avantage exclusivement personnel.

Quatre conceptions sont débattues pour résoudre le problème croate:

1. La Croatie indépendante et libre;
2. L'entente et le compromis avec les serbes, dans les limites de l'état des Serbes-Croates et Slovènes;
3. La Fédération Danubienne, et enfin;
4. La Fédération Balkanique.

Les deux premières conceptions jouissent d'une véritable popularité dans l'opinion publique croate, mais depuis quelque temps l'idée de la Fédération Balkanique devient le mot de ralliement et de combat des masses paysannes et ouvrières de Croatie, s'appêtant à livrer sous ce drapeau le combat aux impérialistes de Belgrade.

Nous aurons l'occasion de revenir prochainement sur ces différentes conceptions du problème croate.

H. Dalmata

## A bas les assassins!

Sur la situation en Bulgarie

Une nouvelle vague de meurtres passe de nouveau par la terre bulgare. On assassine tout ce qui est éveillé, intelligent, tout ce qui ose lutter contre le pouvoir fasciste des banquiers et des spéculateurs.

Les nouveaux dictateurs de la Bulgarie, arrivés au pouvoir au moyen du coup d'Etat du 9 juin 1923, au nom de „l'ordre et de la légalité“, n'étaient rien d'autre que des défenseurs des intérêts de la bourgeoisie sanglante bulgare, des cliques militaristes et de la cour. Ils gouvernent par l'arbitraire et la terreur, car l'immense majorité du peuple est contre leur dictature. Ces professeurs aux fêtes vides, des soi-disants porteurs du progrès et de la culture, et leurs aides, les généraux, assassins professionnels, de concert avec toute la canaille de profiteurs dont ils sont les agents obéissants, sentent très bien l'instabilité de leur situation. Afin de s'en tirer avantageusement, ils procèdent à de nouvelles provocations, comme si les précédentes ne leur suffisent pas, ou que le sang versé sur le sol bulgare ne les assouvisse encore.

L'insurrection de septembre 1923 a été leur œuvre. Ils ont provoqué alors, avec sang-froid, le peuple laborieux pour se débarrasser de leur unique adversaire redoutable: le parti communiste bulgare, après s'être déjà débarrassés de l'Union Agrarienne. Cette provocation coûte au peuple bulgare plus de dix mille de ses fils, la plupart traitreusement massacrés. On les enlevait de leurs foyers, de leurs ateliers, des prisons, et pendant la nuit, on les emmenait aux endroits où s'étaient déroulés les combats, et là, on les égorgait froidement.

En septembre 1924, les assassinats en masses des chefs de l'organisation révolutionnaire macédonienne et de tous ceux qui ne voulaient pas se plier aux ordres dictatoriaux étaient de même une provocation du gouvernement Tzankoff. L'histoire a désormais à dévoiler les visages monstrueux des dirigeants de la Bulgarie qui, pour retarder leur chute fatale s'attaquèrent même à la vie de celui qui les fit venir au pouvoir, à Todor Alexandroff, qui était un obstacle pour la vente des intérêts du peuple macédonien subjugué et pour le rapprochement avec le gouvernement de Pachitch.

Depuis quelque temps ils recourent à une nouvelle provocation. Dès la fin de janvier dernier, le gouvernement décida d'inaugurer de nouveaux massacres de communistes et d'agariens de gauche, pour mater le mécontentement populaire, qui grandit sans cesse.

Encore une fois, l'organisateur de cette abominable conspiration n'était autre que le ministre de la guerre, le général Volkoff, le plus fidèle chien de garde de la cour de Bulgarie. L'instructeur des groupes terroristes Protoguéroff et sa bande, restés fidèles à Tsankoff et à la bourgeoisie bulgare, ont été personnellement mis au courant de la provocation qu'on préparait par Volkoff. Les assassinats commencèrent, on arrêtait dans tout le pays, on étranglait et on pendait, on exécutait jour et nuit.

Voltcho Iwanoff, Zakhariéff, Strachimiroff, Haralampi Stoïanoff, Guitchéva, les Daskaloff et des dizaines d'autres succombèrent. Pour trouver des excuses à ces cruautés, on fabriqua, évidemment, des „aveux“. Des gens s'étranglaient, d'autres se tuaient! Il y eût des suicides et des pendaisons des révolutionnaires dans leurs cellules! Pour que le tableau soit complet, on inventa une „tchéka“ dans chaque village et ville, des complots inexistant, des organisations conspiratives chimériques. Tout ceci était nécessaire pour massacrer à l'aise le peuple laborieux. Et lorsque le gouvernement ne réussissait pas à dominer la situation, il recourut à un nouveau stratagème: On accusait tout un village où une ville de s'être insurgés pour proclamer la république soviétique, — et les plus éveillés des fils du peuple, les plus audacieux furent massacrés, tandis que les autres pourrissent dans les prisons.

Ce qui est le plus caractéristique, ce que nous ne pouvons taire à aucun prix et contre quoi nous devons élever nos protestations indignées, c'est que le gouvernement, en voulant se disculper, s'est efforcé de rejeter la responsabilité de ces meurtres sanglants sur l'ORIM, les présentant comme une conséquence des luttes intérieures de l'organisation, luttes provoquées par ce même gouvernement Tsankoff, dont son hypocrisie et celle de sa presse soulèvent l'indignation chez le peuple de Macédoine.

Ce n'est pas le peuple macédonien et son organisation révolutionnaire qui exercent les meurtres en Bulgarie, mais le gouvernement en personne. Il est vrai que l'assassin de Petko Petkoff était macédonien, celui de l'inoubliable Dimo H. Dimoff et de Haralampi Stoïanoff l'étaient aussi. Mais cela ne signifie nullement que l'organisation macédonienne qui, depuis qu'elle existe, a lutté pour la liberté du peuple macédonien, en soit pour quelque chose dans l'extermination des intrépides combattants de la liberté du peuple bulgare. Non, l'ORIM a les mains propres. Les bourreaux du peuple laborieux bulgare sont les agents payés, les dégénérés de la bande des meneurs usurpateurs de l'ORIM, de la bande Protoguéroff et compagnie. Ceux qui exercent actuellement les meurtres en Bulgarie, sous la protection des autorités, sont les agents fidèles du sanguinaire Tsankoff et de la cour; ce sont ceux qui resteront fidèles jusqu'à la fin, non aux intérêts du peuple macédonien, mais à la bourgeoisie bulgare.

Ces usurpateurs de l'ORIM, qui sont devenus des agents de la bourgeoisie bulgare pour massacrer l'élite de la véritable ORIM, les plus fidèles et les plus dévoués fils du peuple macédonien, osent parler aujourd'hui au nom de l'ORIM et publier des déclarations, où ils avouent avec cynisme, qu'ils développeront leur activité illégale seulement en Grèce et en Yougoslavie, mais pas en Bulgarie, car le gouvernement bulgare consentirait à donner la liberté et l'indépendance à la Macédoine, si la Grèce et la Yougoslavie faisaient de même pour les parties qu'ils occupent. Ce sont les leaders usurpateurs de l'ORIM, ceux qui à l'aide de la police et de l'armée de Tsankoff ont assassiné le peuple macédonien au mois de septembre 1924 et tué les chefs de son organisation révolutionnaire, qui parlent ainsi! Ces décapiteurs ne mènent une activité illégale qu'en Bulgarie. En quoi consiste donc cette activité illégale? A massacrer les meilleurs fils du peuple, qui luttent contre la tyrannie de Tsankoff, exercée sur le peuple macédonien et bulgare à la fois. Ce n'est que Tsankoff, et personne autre, qui a désorganisé l'ORIM, pour pouvoir vendre la Macédoine à Pachitch et se reconcilier avec lui. C'est cela l'activité illégale de ces infâmes!

Nous rejetons donc catégoriquement l'accusation, que l'ORIM exerce des meurtres en Bulgarie. L'ORIM, ce ne sont pas les meneurs usurpateurs du genre des Protoguéroff et compagnie, qui ont lié leur sort avec la bourgeoisie bulgare, non! L'ORIM, c'est la masse des paysans et d'ouvriers macédoniens, qui s'organisent pour lutter pour la liberté et l'indépendance du peuple macédonien. Cette ORIM de G. Deltcheff, Jané Sandanski, D. Groueff, D. H. Dimoff, Tch. Kantardjéff, ne peut pas être

le bourreau du peuple bulgare. Si les Protoguéroff et les autres vendus font semblant de ne pas comprendre, les paysans et les ouvriers bulgares savent à quoi s'en tenir, et c'est ce qui importé.

Il n'existe pas de gouvernement au monde, qui exerce des folies aussi sanglantes, que le gouvernement bulgare des professeurs et des généraux. Ce gouvernement a renforcé sa fameuse loi pour la „défense de l'Etat“ à tel point qu'on ne peut la comparer avec aucune autre législation étrangère. On ne défend pas seulement la lutte contre le gouvernement et le régime existants, mais même l'agitation et la propagande, allant jusqu'à confisquer des œuvres artistiques dans lesquelles on trouve la moindre allusion à la lutte de classes, punissant leurs auteurs à plusieurs années de prison et à de fortes amendes. On condamne à mort tous ceux qui sont membres des organisations qui luttent contre le gouvernement. Ceux qui prêtent appui aux hommes de ces organisations, sont aussi condamnés à mort.

La nouvelle loi policière du gouvernement fait de la Bulgarie un véritable type d'état policier, où l'autorisation pour la tenue d'une assemblée politique est obligatoire, ainsi que la présence des autorités policières à celles-ci, qui peuvent prononcer elles-mêmes des jugements pour certains délits et infliger des amendes. Les maires sont soumis au strict contrôle des préfets. La police peut arrêter les gens en tout temps du jour et de la nuit, sans autre explication.

Cette illégalité flagrante, la persécution des ouvriers et des paysans, la terreur la plus cruelle font pousser à tout un peuple le cri: à bas les assassins!

Ces assassins ont supprimé le droit de toute lutte légale aux paysans, en les tuant par milliers et s'efforçant de détruire leur organisation politique! C'est sur le dos de ces mêmes paysans qu'on fait retomber le lourd poids des impôts, et pour l'affamer, on exporte son blé et on lui enlève les terres, les rendant de nouveau aux gros propriétaires. Agissant identiquement comme avec les paysans, ces dictateurs ont mis hors-la-loi le parti communiste et mis à sac les coopératives ouvrières. Les professeurs et les généraux du pouvoir ont massacré des milliers d'ouvriers et des centaines de leurs leaders. Tous ces innombrables crimes sont commis au profit de la bourgeoisie capitaliste, responsable de tous les méfaits et de la misère du monde travailleur.

Ces valets des banquiers, des industriels et des commerçants condamnent les ouvriers et les artisans à l'esclavage le plus insupportable.

La petite et la moyenne bourgeoisie ne sont pas plus contentes de leur sort; elles perdent un à un tous les espoirs de paix qu'elles fondaient sur le gouvernement Tsankoff. Les dangers „agrariens“ et „communistes“ écartés, la situation économique et financière, au lieu de s'améliorer, comme on le promettait, s'empire continuellement.

Les dobroudjiens, abandonnés par le gouvernement, sont persécutés et expulsés de leurs foyers par le gouvernement roumain. Pour ne pas gêner leurs relations avec les boyards, les bourreaux de Sofia ne permettent même pas à l'émigration dobroudjienne de protester contre les méfaits exercés sur les dobroudjiens de Dobroudja.

L'émigration thracienne, au nombre de 100.000 personnes, que la „bonne“ politique de Tsankoff-Kalkoff, a amené en plein hiver, affamée et nue en Bulgarie, a aussi toutes les raisons pour s'élever contre ces malfaiteurs du pouvoir.

L'élite des intellectuels révolutionnaires macédoniens, voyant le soutien que les potentats reçoivent de Pachitch et des plus grands oppresseurs des nationalités opprimées, — la bourgeoisie serbe — pour la lutte contre le peuple bulgare et macédonien, luttent contre le gouvernement.

Effrayés par le châtiment qui les attend, voyant tout un peuple se soulever contre eux, les satrapes cherchent secours auprès des capitalistes des états voisins et de leurs protecteurs.

La lutte menée par les masses populaires est présentée comme un mouvement subversif et bolchéviste, afin de se faire absoudre les crimes les plus répugnants qu'ils commettent. Si la lutte pour le pain et la liberté est du bolchévisme, le peuple bulgare est réellement pour le bolchévisme.

Les professeurs et les généraux de Bulgarie, de même que leur grand protecteur, l'archiréactionnaire et l'étrangleur des peuples coloniaux Chamberlain, n'auront pas la puissance d'arrêter la vague révolutionnaire des ouvriers et des paysans bulgares.

La déchéance de Tsankoff ne tardera pas, et la victoire des révolutionnaires sera aussi celle de tous les peuples opprimés des Balkans.

A. Pavloff

## Die Siebenbürger Frage

Soeben spielte sich im Bukarester Parlament eine heftige Debatte ab, wobei die Siebenbürger Rumänenführer Maniu und Vajda die Regierung der Militärdiktatur und Korruption beschuldigten. Bei den gegenseitigen Beschimpfungen kam nicht nur die Tatsache zum Vorschein, daß der rumänische Minister General Măsoiu, der „Besieger Siebenbürgens“, in Siebenbürgen als ein Despot schaltet und waltet, sondern auch das Vorhandensein eines unlösbaren Problems, der „Siebenbürger Frage“, konnte festgestellt werden.

Sie ist als eine eigenartige Mischung von sozialen, nationalen und kulturellen Gegensätzen aufzufassen, verschärft durch einen sechsjährigen Terror der Bojarenregierung.

Durch den Friedensvertrag Rumänien zugesprochen, durch die rumänische Kolonisationspolitik bearbeitet, ist Siebenbürgen trotzdem zu keinem einheitlichen nationalen Gebiete geworden. Selbst nach den amtlichen statistischen Daten leben doch in Siebenbürgen neben den 1.5 Millionen Ungarn zirka 1 Million Deutsche und 200.000 Ukrainer. Weiß man aber, daß die amtlichen statistischen Daten der Wahrheit nicht vollkommen entsprechen, daß weiter z. B. die Juden als selbständige Nation gerechnet werden, obzwar sie nach ihrer Sprache und Kultur zum Ungartum gehören, kann man mit Sicherheit annehmen, daß beinahe 3.2 Millionen „nationale Minderheiten“ zirka 3.5 Millionen Siebenbürger Rumänen gegenüberstehen. Die nationale Frage ist also auch nach der angeblichen nationalen „Selbstbestimmung“, ausgeübt durch die Ententegenerale, in Siebenbürgen um so mehr eine brennende Frage, da die Siebenbürger Rumänen selbst noch keineswegs zur herrschenden Nation gerechnet werden. Im Altreich spricht man von den „befreiten Brüdern“ in Siebenbürgen mit einer Herabschätzung, die ihrem Dialekt, ihren von den Ungarn übernommenen Wörtern und Sitten zugeschrieben wird. Die einzelnen Siebenbürger Parteiführer rumänischer Muttersprache werden dabei des Regionalismus beschuldigt, welches Sammelwort in Bukarest denselben Bestrebungen entgegen genützt wird, die anstatt der heiligen Einheit des Reiches, anstatt der zentralisierenden Regierungspolitik, die Autonomieforderung als Parole auf ihr Banner geschrieben hatten: „Siebenbürgen gehört den Siebenbürgern allein!“

Neben der ungarischen, ukrainischen, deutschen und Judenfrage ist noch eine Autonomiefrage zu verzeichnen. Wie sind nun diese Fragen in der bisherigen inneren Politik erledigt worden?

Die Regierung Brătianu hatte bisher die altbewährte Methode als Heilmittel: den nackten Terror. In den Grenzgebieten, in Siebenbürgen und im Banat, herrscht noch immer der Belagerungszustand. Nicht nur die Arbeiterorganisationen unterstehen den Militärkommandos, sondern auch die Vereine der bürgerlichen nationalen Minderheiten. Im Parlament selbst kamen dieselben in einem Maße zur Vertretung, wie dies nur in Jugoslawien zu verzeichnen ist. Die Regierungspartei hat in Siebenbürgen und im Banat 76 Mandate (darunter in 40 vollkommen ungarischen Wahlbezirken), die Siebenbürger Nationalisten, die in den rumänischen Bezirken in der Tat in der Minderheit sind, erhielten nur 26 Mandate, die deutsche Partei nur 9 (vorwiegend im Banat) und die ungarische Partei, in Vertretung der zirka 2 Millionen Magyaren, insgesamt nur 2 Mandate. Es ist natürlich überflüssig zu erwähnen, daß weder die Arbeiter und Bauern, noch die Sozialdemokraten und Kommunisten, ebenso die Bauernpartei zu keinem Mandat in diesem besetzten Landteile gekommen sind.

In sechs Jahren haben die Bojaren zirka 250.000 Sekler, ungarische Bürokraten, Staatsbeamte und Intelligenzler aus Siebenbürgen verjagt. Diese Unglücklichen befinden sich als Emigranten in Ungarn, wo sie das Lager der ultranationalen und ultrareaktionären Parteien vermehren, irredentistische Pläne schmieden und große Hoffnungen auf die Versprechungen der „Rassenschützer“ Horthy hegen. Auf diese Spannung und Irredentismus hinweisend, erlaubt sich nun die Brătianuregierung, den Ausnahmezustand über die ungarischen Schichten in Siebenbürgen zu verhängen. Deshalb kann keine Parteitätigkeit, selbst für die bürgerlichen ungarischen Schichten, entfaltet werden. Es gibt zwar eine Ungarnpartei, die im Interesse der Siebenbürger ungarischen Magnaten gegründet wurde, aber auch diese ist soeben des Kommunismus beschuldigt worden, in dem Moment, als das Präsidium eine oppositionelle Politik anbahnen wollte. Es ist etwas pikant, sich die Grafen Bethlen, Banffy, die Ugros, Gyárfás, und wie sie noch heißen, als Bolschewisten vorzustellen; trotzdem schilderte der Staatssekretär Tartarascu diese Herren so, nach ihrem Jahreskongreß in Brassov. Herr Brătianu glaubt damit zwei Fliegen mit einem Schläge treffen zu können. In dem Moment, als seine Konzeption bezüglich eines Burgfriedens selbst im Lager der Siebenbürger ungarischen Magnaten mißlang, als über 300 ungarische Arbeiter soeben als Kommunisten festgenommen wurden, droht man auch den unzufriedenen

Großgrundbesitzern mit gleichen Gewaltmaßnahmen. Gleichzeitig aber werden Versuche bei den übrigen mittelständlerischen ungarischen Schichten in Gang gesetzt, damit eine regierungsfreundlichere Orientierung zustande gebracht wird. Ob diese Machinationen irgendwelche Erfolge zeitigen werden, ist unsicher. Das ist aber klar, daß auch die andere Konzeption der Bojaren in Siebenbürgen, die mit der Agrarreform, gescheitert ist.

Eben diese Agrarreform hat auch den Burgfrieden zwischen den rumänischen und ungarischen Klassenbrüdern hervorgerufen. Sanktionierte diese Reform in Regat die schon nach dem Kriege vorhanden gewesenen Tatsachen, die Besetzung des Grund und Bodens durch die Bauernmassen, diente sie in Siebenbürgen in erster Reihe nur wildem Nationalismus. Nach dem Berichte des Agrarministers Constantinescu sind bis Ende des Jahres 1924 6335 Grundbesitze im Ausmaße von 2.3 Millionen Joch nur von ungarischen Mittel- und Großgrundbesitzern enteignet worden. Neben den Grundbesitzern ist die ungarische katholische Kirche arg geschädigt, ebenso die Sekler Stiftungsgüter, zu gleicher Zeit, als alle rumänischen Kirchen- und Bistümer ihre Besitze unversehrt haben. Sieht man die amtlichen statistischen Daten, daß von diesen enteigneten Gütern 175.000 Rumänen und nur 35.000 Ungarn befriedigt wurden, wenn wir aber noch wissen, daß auch diese Daten falsch sind, und anstatt einer Agrarreform eine nationale Kolonisationspolitik und viele Korruption in Siebenbürgen durchgeführt wird, dann verstehen wir schon, warum eine allgemeine Erbitterung in Grundbesitzer- und Bauernkreisen zu verzeichnen ist.

In zwei Jahren Agrarreform ist nicht einmal ein Sechstel des enteigneten Grund und Bodens — 2.3 Millionen Joch — im Besitz von 23.000 Bauern gegeben, die übrigen 350.000 Anspruchsberechtigten stehen noch entweder besitzlos da, oder aber bekamen sie für enorme Pachtsummen Felder, wobei sie ihre nackte Existenz nicht sichern können. Hier überbrückt eben die soziale Frage die nationale, indem sich die rumänischen Besitzlosen, gemeinsam mit ihren ungarischen Klassenbrüdern, über die Korruption der Agrarkommissionen, den Wucher der „Banca Agrarna“ (ein Geldinstitut der Regierung, welches die Agrarreform in Siebenbürgen finanzieren soll) beklagen. Auch gemeinsam werden sie die Opfer der verschiedenen Schiffahrtsgesellschaften, die massenhaft ihre Opfer um ihr letztes Hab und Gut bringen, indem große Korruption noch mit der Schiffskarte und dem Passport seitens der Behörden und Politiker zu beklagen ist. (Siehe die erregte Debatte im Parlament, wobei die Mitschuldigkeit des Ministers Vaitoianu seitens der Opposition bewiesen wurde. Der Minister konnte sich nur mit der leeren Ausrede, daß er nur die Auswanderung von „fremden“, ungarisch sprechenden Staatsbürgern bevorzugte, behelfen.)

Was die Industriekapitalisten ungarischer Muttersprache betrifft, so können sie auch manches über die „Nationalisierungen“, das heißt über den Heißhunger der Regierungsbank „Banca Romaneasca“ erzählen. Höher entwickelt als das Regat Kapital, befindet sich heute die ganze Siebenbürger Industrie in den Händen der Bukarester Großbanken, die hier Milliarden als Extraprofit einheimen, und durch Gewaltmittel, Doppelbesteuerung, Zollpolitik, Eisenbahnen, die Siebenbürger Industriepolitik und Handel zu sich selbst erniedrigen. Über die Stimmung der Siebenbürger Industriearbeiter, die in ihrer Mehrheit ungarischer Muttersprache sind, erübrigt sich zu sprechen. Mundtot gemacht, warten sie mit ihren Klassenbrüdern rumänischer Muttersprache nur auf den Zeitpunkt, in dem sie gegen ihre Peiniger aufstehen können.

Mit dem Deutschtum konnte die Regierung eine Art Burgfrieden schließen, indem sie im Banat eine friedlichere Atmosphäre schuf und die deutsche Industrieproduktion und den Handel besser behandelt als den ungarischen. Dieser Zustand, diese Relativitätstheorie in Praxis, kann aber auch nicht auf die Dauer sein, und immer mehr sind jetzt schon die Zeichen dafür, daß die Unzufriedenheit der deutschen Schichten größer wird.

Die Judenfrage in Siebenbürgen verschärft sich auch von Tag zu Tag. Die Regierungskonzeption, sie als separate Nation zu verzeichnen, scheiterte in dem Moment, als die Juden Siebenbürgens auf ihrer Muttersprache bestanden. Man will sie romanisieren, und deshalb begannen schon die Verfolgungen. Aber weder die Gewaltmaßnahmen der Regierung, noch die Schandtaten und Pogroms der rumänischen Faschisten können eine Lösung bringen.

Die ukrainische Frage ist in Siebenbürgen nur im Zusammenhang mit der Bukowina wichtig. Die Gebiete Maramarosch befinden sich gleichfalls terrorisiert und die ukrainischen Bauern sehen sich ebenso unterdrückt wie zur Zeit des ungarischen Terrors, nur daß sie korruptere Beamte erhielten.

Was den „Regionalismus“, die Autonomieforderung der Siebenbürger Rumänen betrifft, handelt es sich in erster Reihe um die Bestrebung der Nationalistenpartei, die Verwaltung Siebenbürgens durch sich selbst ausüben zu können. In Groß-

rumänien bedeutet doch die Regierungs- und Verwaltungsmacht die schnellste Bereicherungsmöglichkeit, und die „befreiten Brüder“, der ganze Siebenbürger Mittelstand, ist nicht schlechter daran, als ihre Bojaren. Außer die Avarescaner und Liberalen aus Siebenbürgen, für eine Befreiung vom Joche der korrupten Regater Bürokratie, die in Siebenbürgen die Kolonisationspolitik, die Finanzpolitik der Regierung und Großbanken mit einer stupiden Auswucherung aller Möglichkeiten ausüben. Mögen die Herren Maniu und Vajda, die Führer der Siebenbürger Nationalisten, sich in der letzten Zeit mit allerlei Fusionen an Regater Parteien annähern, ihre zentrifugalen Bestrebungen, ihre Entfremdung von den primitiveren Einrichtungen des Regats können sie nicht ableugnen.

Zusammenfassend kann ich sagen, daß die Siebenbürger Frage heute akuter ist als bisher. In Siebenbürgen sind doch die Bojaren zu einem Gebiet gekommen, welches infolge seiner entwickelten kapitalistischen Einrichtung und Industrieproduktion auf einer höheren kulturellen Stufe stand, als das Agrarland, dessen Machthaber, die Bojaren, es kolonisierten. Siebenbürgen mit seinen sprachlichen Verhältnissen bleibt also ein Fremdkörper im Bojarenlande und versucht sich mit verschiedenen zentrifugalen Bestrebungen vom Joche der Bojaren zu befreien. Bei diesen Bestrebungen sind die nationalen Minderheiten wichtige Faktoren; die endgültige Lösung der Siebenbürger Frage — die Befreiung Siebenbürgens — aber kann nur das Werk der vereinigten Arbeiter- und Bauernmassen sein, ohne Unterschied der Muttersprache.

Transilvanicus.

## Die politische und wirtschaftliche Lage Bulgariens

(Anlaßlich eines Interviews des bulgarischen Gesandten in Wien)\*

II.

Der bevollmächtigte Vertreter Zankoffs in Wien erklärt auch in seinem Interview, daß die bulgarische Armee ihr altes Ansehen, dessen sie sich in der Vergangenheit erfreute, wieder gewonnen habe und daß das Parlament Regulator des nationalen Lebens im Lande geworden sei.

Ja, zurückgekommen sind die alten Zeiten, wo die Offiziere als eine privilegierte Kaste betrachtet waren, die die Soldaten und die Bürger als niedrige Wesen behandelten. Von welchem Ansehen spricht Herr Nedkoff? Nicht Ansehen haben die Kommandierenden der Armee gewonnen, sondern die Verachtung des Volkes. Denn die Ermordungen der Volksführer werden von Offizieren inspiriert und manchmal in wichtigeren Fällen sind sie selber die Henker. Im heutigen bulgarischen Parlamente gibt es 15 bis 20 Militärs, in der Mehrheit ehemalige Kavallerieoffiziere, die die oppositionellen Abgeordneten, besonders die Kommunisten und die Bauernbündler, am meisten terrorisieren. Was aber das Parlament als solches betrifft, genügt es, auf die Drohungen hinzuweisen, die ständig von Ministern und verschiedenen Abgeordneten — Terroristen der Regierungspartei — gegen ihre Gegner gerichtet werden, um zu sehen, welcher Regulator des nationalen Lebens es geworden sei. Und wenn die wirklichen Volksvertreter im Parlament nicht bedroht und terrorisiert sind, so können sie nicht offen ihre Meinungen aussprechen, weil sie auf offener Straße ermordet werden!

Der bulgarische bevollmächtigte Vertreter in Wien fand für nützlich und zweckmäßig, in seinem Interview auch die anderen Probleme des bulgarischen öffentlichen Lebens zu erörtern.

Er spricht über die Agrarreform und Steuerpolitik, über den Transport und das Schulwesen, über die Stabilisierung der Währung, über die Ernährungsfrage usw. Alle diese Probleme beleuchtet er vom offiziellen Standpunkte des Herrn Zankoff, wobei er sich besonders bemüht, die gegenwärtige bulgarische Regierung als ein für die Prinzipien der Demokratie, des Friedens und der Klassensolidarität begeisterte Regierung darzustellen. Der Regierung sei es gelungen, diese Prinzipien im bulgarischen öffentlichen Leben durchzuführen. Nur noch die Zerstörungselemente — die Kommunisten und Bauernbündler — stellen der Regierungstätigkeit alle möglichen Hindernisse entgegen, sonst wäre die Durchführung dieser Prinzipien in Bulgarien vollständig verwirklicht, meint Herr Nedkoff.

Auch in diesen Behauptungen, deren Hauptzweck darin besteht, die europäische öffentliche Meinung zu täuschen, hat sich der Herr Vertreter gewaltig getäuscht.

Die Durchführung der Agrarreform wurde schon von der Regierung Stamboljiski unternommen. Diese Reform, wie überhaupt die ganze wirtschaftliche Gesetzgebung war nicht vollständig, aber dennoch wurde mit der Agrarreform Stam-

boljiskis ein Schritt vorwärts gemacht, welcher das Problem zur richtigen Lösung brachte: die Armen und Kleinbauern wurden mit Boden versorgt, sie war der Beginn der Lösung des Agrarproblems. Die Regierung des Herrn Zankoff hat die Agrarreform Stamboljiskis „korrigiert“, wie es Herr Nedkoff selbst gesteht, und sich offen auf die Seite der Interessen der reichen Grundbesitzer gestellt. Nach dem Herrn Nedkoff ist das die Demokratie auf dem Gebiete der Landwirtschaft.

Die frühere Steuerpolitik und die Gesetze über die Steuerverteilung wurden auch geändert und die Regierung wird dem Parlamente neue Steuergesetze vorlegen, die nur den Interessen der Bourgeoisie, der Bankiere, der Industriellen, Großkaufleute, Großlandwirte und Wucherer entsprechen. Ist das die Demokratie auf dem Gebiete des Steuerwesens?

Das Kultus- und Schulwesen Bulgariens war im Vergleich mit anderen Nachbarstaaten besser. Die „Reformen“ des Kultusministers der Stamboljiskiregierung (Omartscheffski), haben die Kritik seitens der Radikalen, Kommunisten und Sozialisten hervorgerufen. Die „Reformen“ aber des Kultusministers der Zankoffregierung rufen Proteste und Empörung des ganzen Volkes hervor. Wir erinnern nur an die scharfe Campagne, die vom Verbands der bulgarischen Lehrer gegen die Kultuspolitik der Zankoffregierung und ihre willkürliche Haltung gegenüber den Lehrern geführt wurde. Tausend Lehrer wurden entlassen unter dem Vorwande, alle seien sie Kommunisten gewesen. Diese Entlassung bedeutet mehr als ein Verbrechen gegenüber der noch zurückgebliebenen bäuerlichen Bevölkerung, weil sie ihr 1000 Volksbildner wegnimmt.

Herr Nedkoff spricht auch über soziale Reformen, die von der Zankoffregierung vorgenommen sind.

Die soziale Gesetzgebung ist in Bulgarien älteren Datums. Das ist der Organisierung der Arbeiterschaft in ihre politischen Parteien und Gewerkschaften zu verdanken. Die sozialen Grundgesetze waren schon vor der Regierung des 9. Juni 1923 ausgearbeitet worden. Das Gesetz zum Schutze der Arbeit der Frauen und Kinder wurde schon vor 20 Jahren ausgearbeitet, das Achtstundentagesgesetz vor sechs Jahren. Während der Regierungszeit Stamboljiskis waren die gesetzlichen Entwürfe bezüglich der sozialen Versicherungen der Arbeiterschaft ausgearbeitet worden. Das einzige Neue, was die gegenwärtige Bankier-, Spekulanten- und Offiziersregierung auf dem Gebiete der sozialen Gesetzgebung gebracht hat, ist die „Annahme“ dieser sozialen Versicherungsgesetze im Parlamente, womit die Faschistenregierung vor die europäischen Demokraten und den Sozialisten als demokratisch und arbeiterfreundlich auftreten und sich deren Unterstützung im Kampfe gegen das bulgarische Volk verschaffen wollte. In Wirklichkeit aber kümmert sich die gegenwärtige Regierung gar nicht um das Schicksal der bulgarischen Arbeiterschaft, der sie den Krieg bis zur Vernichtung erklärt hat und die sie als ihren gefährlichsten Feind betrachtet. Wir erlauben uns, den Herrn bevollmächtigten bulgarischen Vertreter zu fragen, ob es überhaupt von sozialen Reformen und einem Arbeiterrecht ernst zu sprechen möglich ist unter einem Regime, das der Arbeiterschaft das Recht auf jede politische Organisierung, sogar auf jede rein gewerkschaftliche Organisierung weggenommen hat?

Was den Verkehr, Eisen- und Straßenbahn betrifft, ist es bekannt, daß sie unter früheren Regierungen in besserer Ordnung standen als heute.

Die Stabilisierung der bulgarischen Währung ist auch ein Verdienst der Zankoffregierung, sagt der Herr Nedkoff.

Tatsache aber ist, daß vor dem Umsturz des 9. Juni 1923 hundert Schweizer Franken den Wert von tausend siebenhundert bulgarische Leva hatten, jetzt aber den Kurs von 2650 Leva verzeichnen. Bei Herrn Nedkoff heißt das Stabilisieren der Währung!

Die Einschränkung der Banknotenemission, die die Entwertung des Leva aufgehalten hat, war das Werk der Stamboljiskiregierung. Die Feststellung der Höhe der Reparations-schulden, die auch zur Stabilisierung des Leva beigetragen hat, wurde auch während der Regierung Stamboljiskis vorgenommen. Aber alle diese Maßnahmen waren nicht genügend und die Vertreter des bulgarischen arbeitenden Volkes und die bulgarischen Wirtschaftspolitiker haben es oftmals festgestellt. Eine dauernde Stabilisierung des Leva ist nicht möglich, so lange die Reparations-schulden bestehen und der Vertrag von Neuilly nicht aufgegeben wird, so lange das Staatsbudget mit enormem Defizit arbeitet, die von den Ausgaben für die Vertragserfüllung, die Erhaltung der zahlreichen Polizei, Gendarmerie, des Heeres und faschistischer Banden verursacht sind.

Die heutige bulgarische Regierung kümmert sich überhaupt nicht, um eine Milderung der Lasten der „Friedensverträge“ zu erlangen, um deren Abschaffung oder Vernichtung, sie sorgt sich nicht um die Ausgaben für die Polizei, Armee, Gendarmerie und geheime Regierungsbanden zu vermindern. Im Gegenteil, sie gibt ohne Zustimmung des Volkes den fremden Staaten, den

\* Siehe Nummer 16 der „Fédération Balkanique“ vom 15. März 1925.

Imperialisten der großen und kleinen Entente alles, was sie von ihr verlangen.

Gestern hat sie an Serbien 300.000.000 bulg. Leva unter dem Titel der Reparationsleistungen gezahlt, morgen wird an Rumänien und übermorgen an die Türkei und Griechenland eine vielleicht noch größere Summe übergeben werden. Diese volksfeindliche Regierung ist bereit, die Haut des bulgarischen Steuerzahlers abzuziehen, die Steuern, die das arbeitende Volk bezahlt, noch zu erhöhen, die Interessen der Bulgaren in der Dobrudscha, Mazedonien, Trazien und Zarbrod dem Imperialismus der Nachbarstaaten zu verkaufen, damit sie nur für den verbrecherischen Kampf gegen die bulgarischen Bauern und Arbeiter freie Hände hat.

Der Herr bevollmächtigte Vertreter spricht über Maßnahmen, die die heutige Regierung getroffen hat, um die Ernährung der armen Volksschichten zu sichern. Er hätte am besten getan, wenn er über dieses Thema nicht gesprochen hätte, weil gerade das Gegenteil wahr ist. Die Regierung hat keine Maßnahmen getroffen, um die Ernährung der hungernden Schichten zu erleichtern, sie hat den Getreideexport erlaubt, um die Spekulanten und Bankiers zu favorisieren und jetzt sieht sie sich gezwungen, das Getreide und Mehl aus Amerika und Jugoslawien zu importieren. Ein Kilo Brot kostet 10 bis 12 Leva, im Kreise Petric und in der Umgebung der Stadt Malko Trnovska 15 Leva. Die Teuerung in diesem Agrarlande, das früher zehntausende Waggons Getreide zur Ausfuhr hatte — und heute es importieren muß — hat ungeheure Dimensionen angenommen.

Das Leben ist im Vergleiche zum Jahre 1910 38mal verteuert, während der Lohn 5 bis 10, am höchsten 20mal gestiegen ist.

Die Wahrheit ist, daß das Volk hungert und daß die Spekulation sich ungehindert ausbreitet. Das Blatt „Narod“ schreibt in der Nummer vom 12. Februar d. J.: „... die Mehrheit des Volkes hungert! Arbeiter, Bauern, Handwerker, Staatsbeamte und Angestellte, Waisen und Invaliden, Flüchtlinge u. a. alle Sklaven der Hand- und Kopfarbeit und alle Opfer des Krieges stöhnen unter der Faust der Teuerung und des Hungers. Das Brot wird für die weiten Kreise unseres Volkes etwas Unerreichbares.“ Ferner schreibt dasselbe Blatt: „Und welche ist die Wirtschaftspolitik dieser Regierung? Eine echt volksparteiliche (der Volkspartei, der Stütze der Regierung Zankoff. D. V.), übermenschliche Bereicherung (die Aktiengesellschaften realisieren jährlich Gewinne von 100 bis 150 Prozent, die Tabakexportfirmen haben im Jahre 1923 einen Gewinn von 800.000.000 Leva realisiert. D. V.). Übersättigung rechts und Verhungierung links. Schaut das Bild der Dörfer und Städte an: eine Handvoll Spekulanten herrscht willkürlich und plündert, während die Arbeiter und Bauern, die Handwerker und die Beamten und alle Arbeitenden im Joche der Spekulation und der Teuerung ein miserables Dasein führen müssen.

Daß die Spekulation herrscht, müssen auch die offiziellen Behörden zugeben: Der Hauptnahrungskommissär schreibt in seinem Briefe vom 13. Jänner 1925 folgendes: „Die Spekulation breitet sich aus, der Kettenhandel wird ungehindert betrieben, verdorbene Produkte werden strafflos verkauft und ich sehe nirgends die feste Hand der Kommissäre, diese Verbrechen einzuschränken. Und die Öffentlichkeit ist von dieser Untätigkeit der Ernährungsbehörde empört.“ („Narod“, 12. Februar 1925.)

Dazu ist jeder Kommentar überflüssig. Wir werden nichts sagen, wenn die Leute, die irgendeinen Verdienst haben, sich in einer solchen Lage befinden, was würden wir von den hunderttausend Arbeitslosen — mit ihren Familien mindestens drei-

## Libertatea naționalităților în România de astăzi

România a fost, înainte de război, după Rusia țaristă, a doua țară a analfabeților. Ea însă ocupă locul cel dintâi după numărul. Copiii morți pînă la etatea de doi ani, cit și după numărul celor bolnavi de pelagră sau căzuți în starea de neoiobăgie. Iar acei 4.000—5.000 de boeri și ciocoi, cari storceau fără milă țărănimea și muncitorimea română, țineau recordul, față de celalalte burghezii din lume, în privința cheltuielilor neproductive și ușuratic.

După război, Antanta precum și Puterile Centrale, văzură în oligarhia română acea forță reacționară, care va lupta pe viață și pe moarte cu revoluția începută în Rusia; Din cauza aceasta, celalalte țări lăsară sub stăpânirea burghezii române: Transilvania, Bucovina, Basarabia și Dobrogea. — Nouă, marind astfel teritoriul și populația României cu mai mult de 2 ori! În aceste teritorii anexate, populația de alte naționalități numără peste 5 milioane. Aceste teritorii, făcând parte până la război, din țări mai dezvoltate de cît România, având un regim mai

hundertausend — und von der ungeheuren Flüchtlingsarmee sagen, die vor Hunger und Krankheit sterben, da die bulgarische Staatskasse für sie „kein Geld hat?“ (Worte des bulgarischen Ministerpräsidenten.)

Herr Nedkoff spricht auch von der Außenpolitik der Regierung Zankoff. Sie sei eine Friedenspolitik und zur Unterhaltung von aufrichtigen und korrekten Beziehungen mit den benachbarten und anderen Ländern gerichtet.

Ja, es ist richtig, daß die Diktatorenregierung alles Mögliche unternimmt, keine Opfer scheut, bereit ist, das bulgarische Volk verhungern zu lassen, die Interessen Mazedoniens, Dobrudschas, Thraziens und Tzaribrods zu verkaufen, und sich allen Erniedrigungen zu unterziehen, nur um die Gunst und das Wohlwollen Pasić, Bratianus, Mihailokopolos und der westeuropäischen imperialistischen Staaten zu gewinnen. Für dessen „Gunst und Wohlwollen“ ist sie bereit, — keine Minute zögern wir, es zu sagen — das bulgarische Volk zu irgendeiner neuen Schlachtbank zu führen, wenn es von ihr nur gefordert wird. Und — was wohl selbstverständlich ist — für alles, was Herr Zankoff macht und zu machen bereit ist, verlangt er nur eines: den Feldzug gegen das arbeitende Volk ungehindert weiter führen und seinen Höllentanz über die Leichen der bulgarischen Bauern, Arbeiter, Handwerker und Intellektuellen weiter führen zu dürfen.

Herr Nedkoff appelliert an die Völker Westeuropas, die heutige bulgarische Regierung zu unterstützen. Wir sind aber davon überzeugt, daß dieser Appell ungehört bleiben wird, weil die fortschrittliche europäische öffentliche Meinung und das westeuropäische Proletariat nicht zulassen wird, daß ihre Regierungen eine tyrannische und volksfeindliche Macht wie diejenige Zankoffs unterstützen. Im Gegenteil, sie werden eine verstärkte Kampfkampagne gegen diese Macht einleiten.

„Die Regierung ist vollkommen Herr der Lage, sie wird es niemanden gestatten, mit dem Schicksal des Landes zu spielen“, ruft endlich der bulgarische bevollmächtigte Minister.

Ja, sie ist vollkommen Herr der Lage, wie Abdul-Hamid und Nikolaus II. vollkommen Herren der Lage waren.

Nicht die Arbeiter und Bauern, sondern die heutige bulgarische Regierung setzt das Schicksal Bulgariens aufs Spiel. Für alles das, was in Bulgarien geschieht, tragen die Verantwortung diejenigen, die „herrschen“, die nicht imstande sind, dem Volke Brot und Freiheit zu geben, diejenigen, die dieses Volk schlachten und die erklären, daß sie auf die Macht nicht verzichten werden.

In einer solchen Lage bleibt dem bulgarischen Volk und den Arbeitern in Bulgarien nichts übrig, außer mit allen ehrlichen, legalen oder illegalen Mitteln, über die sie verfügen können, einen noch mehr erbitterten politischen Kampf für den Sturz dieser Diktatur und für die Errichtung einer Bauern- und Arbeitermacht zu führen.

Diese Diktatur muß fallen!

Welche Maßnahmen auch die Regierung Zankoff trifft, welche Morde sie verübt — ihre Macht behaupten wird sie nicht können. Dem Sturmgewitter zu widerstehen, ist keine Macht imstande.

Die Volksempörung gegen Zankoff wächst zu einem solchen.

Gegen sich hat er das ganze bulgarische Volk, das mutig kämpft und seine Rechte heroisch verteidigt. Das Regime der Usurpatoren und der blutigen Diktatoren wird bald gestürzt werden!

D. Vlakhoff.

demografic, o cultură mai superioară, — populația lor este mult mai bogată, mai cultă, mai experimentată în luptele politice de cît nenorocitul „țaran neoiobag din România“ — „sapă și minii cămia aduceau bogății de cari el nu să folosit“. Înainte de război, dominația oligarhiei române se baza pe susținerea și întărirea regimului neoiobag, cari condamnă pe țărani la mizerie și degenerare iar, acum după războiul mondial — când criza capitalismului internațional se mărește din ce în ce mai mult, burghezia română nu vede o altă esire, pentru susținerea dominației ei, decît introducerea și întărirea — regimului neoiobag și în teritoriile anexate. Și aceasta prin toate mijloacele: rechiziții, speculații bancare, impozite grele, legi speciale, jefuirea complexă a acestor populații precum și împiedicarea, prin toate mijloacele, a dezvoltării culturale a noilor generații.

Și intradevăr! Imediat după război, liberalii, cei mai buni reprezentanți, ai oligarhiei române, au declarat toate averile școlare, bisericesti și comunale ca proprietate a statului român; adică proprietatea națiunii dominante — a românilor; de fapt însă, ei socoteau și socot aceste averi ca aparținând oligarhiei române. Inventarul școlaelor din teritoriile anexate, ce a aper-



ținut școalelor naționalităților acum oprimite, a fost ridicat și transportat în Vechiul Regat. Multe din aceste școli au fost prefăcute în căzarmi și locuințe pentru funcționari, iar restul fu prefăcut în școli „românești” unde copiii naționalităților fură aduși cu forță. În aceste școli au fost trimiși ca învățători, oameni cari abia știau să citească și cari obligau pe copii să cultive grădinile, să prășească păpușoiul „învățătorului” precum și alte corvezi de felul acesta. Numai școalele nemțești din Transilvania și Bucovina au ramas la început neatrinse. Naționalitățile sau grăbit să-și organizeze școli particulare, unde copiii lor să învețe în limba lor maternă. La început, li sau impus și în aceste școli particulare câte un învățător român, care să predea (obligatoriu) limba română. Iar mai târziu, în toamna anului 1923, în baza legii învățământului, votată în cursul verei, au impus în toate școalele particulare ale minorităților ca toată materia să se predea în limba română, chiar înca din prima clasă primară.

Tot în cursul anului 1923 a început și aplicarea legilor pentru dobândirea și pierderea cetățeniei române, cit și pentru verificarea titlurilor de proprietate. Scopul aplicării acestor legi este nerecunoașterea cetățeniei române pentru elementele cele mai bune și mai capabile, precum și jefuirea populației acestor teritorii și colonizarea pământurilor lor cu țărani neoioabagi din Vechiul Regat. Rechiizițiile cari erau „legale” până la 1922, continuau să existe și mai departe în teritoriile anexate „pentru nevoile armatei”. Nu e de mirare că aceasta politică a adus la disparere populațiile din Basarabia și Dobrogea-Nouă, împinându-le la răscoale cu arma în mână.

La sfârșitul anul 1924 s'a votat legea bacalaureatului, fapt provocat de către profesorii străini, cari prin scrisori confidențiale, au adus la cunoștința guvernului că elevi români, înscriși în universitățile din apus sunt cu totul nepregătiți, și fac țara de ris. Și prin aceasta legei oligarhia a căutat să împiedice ridicarea elementelor minorităților — legiferând că examenul de maturitate să se facă numai în limba română. Acelaș scop au și agitațiile studentești, organizate și susținute de guvern, cari sub masca antisemitismului și naționalismului vor să împiedice cursul în universități a Studenților din naționalitățile oprimite.

Pentru a răpi masselor muncitoare din România, și în special naționalităților oprimite, orice posibilitate de a participa la conducerea treburilor comunelor și județelor, liberali, vor vota acum o reformă administrativă, după care, în viitor consilierii comunali și județeni vor fi aleși  $\frac{3}{5}$  iar două cincime de drept. Primarii vor fi numiți, de către Ministerul de externe, dintre cei 3 candidați pe cari va alege consiliul din Sănul lui. Primarii vor avea o independență mare față de consiliul Comunal, iar consiile comunale vor fi la dispoziția prefectilor, cari devin adevărați generali-gubernatori, (în cadrele județelor lor).

Toate aceasta politică de opresiune și asuprire față de minorități a expus-o într'un discurs, la Senat, primul ministru Jonel Bratianu. La început, el declară: „Trebuie să facem tot posibilul ca poporul român să ajungă la un nivel egal cu dănele”. — Ceea ce înseamnă, pentru cei cari cunosc bizantismul și cinizmul Bratienilor, că „dănele (adică naționalitățile) trebuie

întâi coborâte la nivelul țăranelor neoioabagi din Regat.” Venind la chestiunea școalelor, dînsul a declarat: „Dar în clasele începătoare am renunțat chiar ca să impunem învățământul limbei române. Iar în clasele superioare și în licee, s'a spus că în limba românească, a Statului, să se învețe numai geografia țării, istoria și dreptul administrativ.” Dragă cetitorule, aci este vorba de școalele particulare, nu de școalele susținute de stat pentru minorități, și cum vedem de ochi lumei, primul ministru se exprimă: „am renunțat chiar”. Și „s'a spus” — ceea înseamnă că în realitate: totul și în clasele începătoare, trebuie învățat în limba română.

Iar Dl. Bratianu devine furios când ajunge la chestiunea limbei oficiale „Vreți, să fim un stat poliglot! Aceasta nu se poate! Una este cultura diferitelor minorități, altă este limba statului;” și mai departe „Dar să vroiti, pentru o chestiune de respect al trecutului să impuneți organelor oficiale limbi pe care Românii să le audă fără să le înțeleagă. „E clar! a cere ca limba oficială să fie cea vorbită de majoritatea populației unei teritorii — aceasta este crimă contra siguranța „Statului și neamului român!” Ca să arate naționalităților ca aceasta este și va fi politica oligarhiei române, Bratianu le spuse: „Suntem tot deauna amenințați că cea ce se reclama în cadrele statului, dacă nu vor fi satisfacute, apoi se vor reclama peste granițele statului. Asemenea amenințări nu fac asupra noastră absolut nici o impresie, nici un efect.” Liga Națiunilor, tratatele internaționale pentru ocrotirea minorităților, iscalite și de reprezentanții Statului român, toate aceste, vea să spue J. Bratianu sunt: fleacuri!

Dar, că să fim drepti, trebuie să spunem că în acest discurs Bratianu a apelat și la minoritățile naționale ca să se înfrățescă cu poporul român „și să ajute la întărirea statului român; așa cum a facut coloniști nemți cu ocazia evenimentelor din Tatar — Bunar. Da, el are dreptate! Proprietari mari de pământ, banchierii, fabricanții și speculanții din teritoriile anexate văd tot mai clar că ei pot scăpa de această crijă numai prin unire cu oligarhia română, și folosinduse de aparatul statului, ei vor putea jefui și exploata cu mult mai bine populația muncitoare din teritoriile anexate, cea ce înseamnă coborârea acestor populații la nivelul de robie în care zace țărantul din Vechiul Regat. Acești „patrioți” tradează acum pe conaționali lor, unindu-se cu oligarhia română.

Cu atât mai puțin pot spera naționalitățile oprimite vreun ajutor din partea guvernelor fasciste din Bulgaria și Ungaria.

Astfel situația deveni și mai clară pentru naționalităților oprimite din România de astăzi. Singura eșire din robia spre care o împinge chiar clasele stăpânitoare din naționalitatea lor, nu este decit lupta hotărâtă pentru doborârea oligarhiei.

Da, eliberarea naționalităților oprimite din România de astăzi este posibilă numai prin lupta lor hotărâtă, dată în front unic cu muncitorii și țărani și naționalitățile oprimite din celelalte state balcanice, pentru crearea republicilor muncitorești și țărănești din statele Balcanice și unirea lor într'o Republica Federaivă Balcanică în cadrele căreia, pentru prima oară în istorie, se va crea posibilitatea de dezvoltare grăbnică a tuturor naționalităților atât de amestecate în Balcani.

Olteanu

Поклон пред сѣпната памет на бореца Скрижовски паднал за свободата на Македонија.

Лека му прѣст.

Ред. Балк. Федерация

## Георги Скрижовски

Още една жертва, още един борец за свободата на Македонија, падна пронизан, пред окървавеното нейно тело, не от вражеска рѣка, а от тая на предател — от братска рѣка.

Скромния народен труженик Георги Скрижовски, един от малкото останали живи войводи на бившия Серски революционен окръж, гордостта на неоглашната славна ВМРО, който в продължение на ред години е взел живо участие в епохалните борби на Серчани за народно освобождение, днес не е вече между живите.

На 28 февруари т. г., в късна доба, Той склопи за винаги своите очи, без да види слънцето на свободата да озари тучните поля на неговата родна страна, като остави на произвола на съдбата, жена и невръстни деца.

На 28 февруари т. г. вжрховистката организация, тая престъпна банда от убийци и главорези, една от главните виновници за всички страдания на македонския народ, зарегистрира още едно престъпление, още едно братоубийство в анализите на своята история, която от начало до край не е нищо друго, освен верига от убийства на най-достойните и верни синове на Македонија.

Но нека знаят народните убийци, че той, който падне в бой за народа, той не умира.

## Изложение\*

на Македонското Народно Студентско Дружество във Виена.

На 3 януари 1925 г. македонци студенти, на брой 38 души, застъпващи в редовете си почти всички националности от Македонија, положиха основите на Македонското Народно Студентско Дружество във Виена. Неговите основатели, в пълното съзнание на дълга си към своя измъчен и поробен народ, джлжат на обществото, следното изложение.

\* С удоволствие поместяме в нашия в-к Изложението, което Македонското Народно Студентско Дружество във Виена ни изпраща. Тукашните македонци студенти са налучкали правилния път, който македонското студентство трябва да следва. По изложението на дружеството ние ще си кажем думата в следния брой на вестника.

Ред. Балк. Федерация

Във Виена от 3 години насам съществува Македонско Академическо Дружество, в което беха организирани по-големата част от македонските студенти, предимно българи. През първата година дружеството регистрира една дейност, която отчасти би могла да го представи наистина академичко и неутрално. След тоя период, дружеството попадна в ръцете на явни агенти на „автономистическата“ организация. От тоя момент насетне дружеството се превърна в крепител и проводник на престъпните замисли на тая организация. Лицата, стоящи на чело — платени агенти на софийските „автономисти“, — които ежедневно киснеха из канцелариите на българската легация тук, тикнаха дружеството по други пътища, поставиха му други задачи и цели. Дружеството, от неутрално, стана оржие на „автономистическата“ организация и то одобряваше, гласно или мълчаливо, всички страшни престъпления на тая организация спрямо македонския и българския народи.

Срещу това посегателство върху независимостта на дружеството, голема част от неговите членове, дълбоко възмушавани се от престъпните деяния на продажната и оцапана в кръвта на безброй македонски синове и български граждани организация, както и от поплановенията и деянията на нейните агенти в дружеството, почнаха да реагират. Започна се борба за и против независимостта на дружеството, за и против престъпленията на „автономистическата“ организация. На 1 ноември 1924 г. силите, противни на досегащата дейност на дружеството, взеха надмощие и бламираха настоятелството. Това озлоби напълно „автономистическите“ представители във Виена. Удара за тях беше страшен. Веднага те вжоржиха всички тълмни сили против новоизбраното, след балама, настоятелство. С доноси, клевети и клюки, намесване на българската легация в македонските работи и най-сетне, за голем позор, ангажиране като адвокат водителя на тукашните фашисти, те успяха да се наложат и запазят положението си.

На едно второ събрание „автономистическото“ настоятелство, виждайки, че нема болшинство, извика полиция и с нейна помощ изключи трима дружествени членове. Същевременно по един мистериозен начин, те вмъкнаха внушителен брой нови членове, болшинството не македонци, изходящи из средата на българското шовинистическо дружество „Отец Паиси“ и наикичени с българския триколийор, та по такъв начин да имат болшинство и да продължават своята наемническа дейност.

Същите тези хора, без да сондират дружествените членове, влизат в съюз с прочутото Софийско студентско дружество „Вардар“, — гнездо на убийци на българския и македонския народи. Тоя обстоятелство определи и изхода на борбата в дружеството. Половината от членовете на дружеството, крайно възмутени от тази постъпка на настоятелството, на събранието на 24. XII, демонстративно напуснаха дружеството със следната декларация:

„Ние, македонци студенти при Виенските висши училища, след дълги и безплодни опити да вразумим някои наши колеги от Македонското Академическо Дружество тук и да ги отклоним от противонародния път, по който те са тръгнали, като крепители на реакционната „автономистическа“ организация — наемно оржие на кървавото българско правителство, черния Кубрат и Офицерската лига — и погнусени от постъпката на тия непоправими наши колеги, които без знанието и съгласието на дружествените членове, са влезли в съюз с умразното на цел народ Софийско студентско дружество „Вардар“ — гнездото на убийци и палачи на македонския роб и български народ, заявяваме:

че нашето место не е всред тех и ето защо, ние се обособяваме в отделна група и позоваваме македонското народно студентство да ги презре и се организира за отпочване единна борба против народните убийци и ползотворна работа за Свободата на Македония и Федерацията на свободните балкански народи“.

С тая декларация честните македонски студенти скъсват връзките си с оржидията на престъпните „автономисти“ — наемните оржиди на българския фашизъм. Отцепената група подири подкрепа между своите съотечественици от всички националности, които радушно се отзоваха и така, засилена и увеличена, тя тури основите на Македонското Народно Студентско Дружество във Виена.

Македонското Народно Студентско Дружество във Виена, се основава в един момент, когато изтерзания македонски народ се намира под непоносимото социално-политическо робство на балканските империалисти и когато, македонци — алчници и престъпници — са се продали на тираните от София, Белград и Атина и, заедно с тех, тормолят и колят своя народ. От друга страна, новооснованото

дружество се изпречва пред печалната картина на разпокъсаност и разединение всред честните и непродали се македонски дейци, силите разпилили низ разните краища и народа оставен на тиранитата и алчността. Ето защо, дружеството, вземайки при сърдце теглилата на македонския народ, издига като повеля на момента лозунга: *С обединени сили — назад към народа!* С този възглас ние се отправяме към всички македонци студенти, към всички честни македонски борци и ги каним към обединяване за обща борба против народните поробители. Ние ги каним, в името на Свободна Македония, да се издигнат над личните и партийните си разбирания и с общи усилия да бъде извоювана желаната свобода. Дружеството от своя страна ще напегне всички усилия, ще употреби всички средства, които устава му позволява, за да допринесе нещо за това обединяване и извоюване Свободата на Македония и Федерацията на свободните балкански народи.

Ние напомнима на всички колеги, на всички македонски борци и деятели печалното положение на нашия народ, пъшкащ под национална, политическа, икономическа и социална тирания на София, Белград и Атина.

В Македония под България вилнее ужаса на смъртта. Там властта и нейните слепи оржиди „автономисти“, изпаднали в умствен делириум, забравили всека мерка на човештина и съвест, грабят, бият, палят, убиват... Целия Петрички край се е превърнал на ад, където човешкият живот не струва нито пара. „Автономистическата“ банда, след своята тригодишна дейност на претателства и престъпления, след своите кървави походи през юни и септември 1923 г. срещу възтаналите български селяни, работници и интелигенти, след тежкото злодеяние от септември 1924 г., когато избие множество честни македонски революционери, сега изживява своите последни дни. Същата тая организация, ако и да издига освободителни идеи, не е нищо друго, освен едно покорно оржие на черния блок в България в миналото и на кървавия професор — в настоящето. Тя никога не се е проявила, като защитница на народните маси, никога в борбата му с узурпаторите и тираните не е взела неговата страна, а напротив, със своите провокации в сръбска Македония и явното противонародно държание в България и българска Македония, тя доказва, че е чужда на интересите на поробените македонци и че нейните намерения са явно користни и престъпни.

От друга страна в България пълят със стотици хиляди бежанци, жертва на престъпния империализъм, оставени на произвола на съдбата; не стигат те — от няколко месеци насам приждат и нови, гладни, голи, боси — те идат в братската страна, където ги посрещат с гавра и презрение.

В Македония под Сърбия, положението не е по-добро. Сръбските шовинисти са разюздили всички тълмни сили за да денационализират македонското население. Всички права на народа са узурпирани, националните училища, черкви и др. културни заведения закрити, родния език забранен и всички са принудени да учат и говорят на сръбски; всички трябва да се наричат „сърби“. Тежко и горко томува, който држне да отрече своя „сръбски“ произход! Арести, побоища, опожаряване, смърт — ето начините, с които управляват сръбските натрапници. А за да може по-лесно да върши своите пъкленни деяния, тя създаде една разбойническа банда, наречена „Удружение против бугарских бандита“, инспирирана и поддржана с доволно злато. На чело на тая организация застанаха, за нещастие, пак македонци, во главе с Мишев, Пандурски и Каламатиев, продали се на белградските тиранни, които отпочнаха едно страшно гонение против собствения си народ и, подобно на своите другари в българска Македония, зацапаха си ръцете доволно в братска кръв.

В Македония под Гърция вилнее едно нечувано гонение на всички не гръцки народности. По силата на некаква конвенция за „доброволно“ изселване, десетки хиляди хора се изгонват от родните огнища и се оставят да се скитат в мизерия из чужди страни. За некакви права на малцинства — и дума не може да става. Денационализаторската политика на гръцкото правителство съпернични на тая на сръбските шовинисти.

При това положение, нужно е обединение на силите и отпочване сериозна дейност. Тоя трябва да се разбере добре, особено от ония, които се явяват като групи или организации. На тех ние, синовете на македонския народ, които добре познаваме работите в нашата земя, заявяваме, че те, при това положение в което се намират сега, не представляват целокупния македонски народ, те немаат условията да станат негови изразители, немаат силата да се явят като негови защитници. Само обединени, те биха могли да представляват истински обществен фактор, който с право би заговорил от името на македонския народ и със сила

би застъпил неговите интереси. За това, ние отправяме апела: Македонски борци и дейтели, обединете се, създайте едно единно освободително движение и отпочнете градежа на свободна Македония и Федерацията на свободните балкански народи!

Македонското Народно Студентско Дружество във Виена чувствава, че е слабо за сега, да помогне по-осезателно на своя угнетен и измъчен народ, но то съзнава своя дълг да му посочи преживените до сега заблуждения, които му костуваха толкова жертви и нещастия.

От 30 години насам, той води неравна борба за освобождение от своето национално, икономическо и социално робство. В миналото той създаде своя мощна организация, която достойно отстоява интересите на народа. Тя зарегистрира и една епопея, ако и провокирана от върховистите, която доказа, че македонския народ е достоен за свобода. Нещастията, обаче, почнаха да се редат със зачестванията на провокациите от София, Белград и Атина. Империалистите от тия градове, в стремежа си да завладеят повече земи и създадат повече блага за своите каси, отпочнаха систематически посегателства върху В. М. Р. О. За жалост, много македонци се подадоха на тия посегателства, особено тия на българтските върховисти, и по тоя начин се създаде една пречка за правилното развитие на македонското освободително движение.

Знайни са злините, които софийските патриотари причиниха на македонския народ — Горно Джумайското и Илинденското възстания, две кървави войни, които погълнаха живота на десетки хиляди хора, опустошения на градове и села, загуби на неизчислими блага и пак робство, теглила и мизерия, пак звънтя ножа на чужди и свои насилници — ето резултатите от пагубната дейност на тия хора, ето печалните последици от престъпната алчност на ненаситните хищници.

Пократа е голема и ясна, и ние, младите македонци-студенти, сочейки на нея, обръщаме се към своя народ и зовем:

Измъчени македонски народе! 30 годишните епични борби, почти единички в световното революционно движение, говорят за твоята сила и достойнство за свобода. 30 години ти непрестанно и жестоко бе мамен от престъпни търгаши с твоите интереси. Те караха да се самоизбиваш, сами те избиваха, грабежа и оголваха. Сега още те мачкат и оголват. Но стига толкова! Време е да се опомниш и презреш престъпниците и спекулантите с твоите интереси! Време е да дадеш заслуженото на твоите работители и техните агенти „автономисти“ и „удруженци“ и с общи усилия да изградиш своята свобода!

Голям дел от тази борба се пада и на македонската интелегенция вжобще и в частност — на македонците студенти и млади интелегенти. Съзнавайки това, ние се обръщаме към своите колеги и ги каним към по-активно участие в македонското освободително движение. Ние се обръщаме и към всички честни македонски младежи с апела:

Млади македонци! Нашата задача в този момент не е малка. Нам предстои благородния дел да помогнем на своя поробен и измъчен народ, да му помогнем в борбата против поробителите и търгащите с неговата свобода. Нека напрегнем всички усилия за да помогнем за обединението на разпокъсаните честни борчески сили, за създаването на едно единно независимо освободително движение, — изграждането на Свободна Македония и Федерацията на свободните балкански народи!

Впрочем, всички в борбата срещу тираните и палачите!

Долу балканските тиранци!

Долу престъпната „автономистическа“ организация!

Долу разбойническото „удружение“!

Да живеят обединените македонски борчески сили!

Да живее Свободна и Независима Македония!

Да живее Балканската Федерация!

От Македонското Народно Студентско Дружество във Виена

## Македонския народ и неговите палачи

(„Декларацията на Ц. К. на В. М. Р. О.“)

Според съобщенията на софийския буржуазен печат, към първата половина на м. февруарий т. г. се бил състоял конгрес на В. М. Р. О. В него били участвували делегати от всички революционни окръзи на Македония. На тоя конгрес бил избран нов централен комитет в състав: Ив. Михайлов — известен терорист на правителството на Цанков и организатор на убийства на честни македонски революционери, Ал. Протогеров — известен палач на ма-

кедонския народ и Г. П. Христов — познат рушветчия през време на войната.

Този „централен комитет“ е публикувал вече в българтския и македонски буржуазен печат и една „декларация“.

Със съдържанието на тая „декларация“ ние не ще се занимаваме; принципите на тая престъпна банда са известни за да нема нужда да се спираме тук на тех.

Друг един въпрос, много по-съществен, обаче, се изпречва пред нас.

Състоял ли се е конгрес на В. М. Р. О. и ако такъв се е състоял, то где е заседавал той и какви хора съ участвували в него.

Въз основа сведенията, които ние имаме от Македония, общия конгрес на В. М. Р. О. не се е още състоял.

Ив. Михайловци и Протогеровци вършат мошеничество, като говорят от името на една организация, която в продължение на дълги години е ръководила борбите на македонския народ. Треба да се помни, че В. М. Р. О. не е организация на предалите и убийците на македонския народ. Бандата на Протогеровци нема никакви организации и групи в Македония, в които участвуват честни македонски синове. Що се отнася до организацията им и групите в Българтия — и то само там — в тех влизат предимно млади офицери, които са активни членове на военната лига; тия групи и организации се намират под прекото ръководство на генералите Русев, Вълков и Протогеров.

Тия джелати на македонския народ са свикали некакво събрание в София, в което са участвували разни престъпни типове и убийци на македонския народ и това събрание се нарича от българтския и македонски буржуазен печат конгрес на В. М. Р. О.

В. М. Р. О., истинската В. М. Р. О., защитницата на македонския народ, организацията, която води десетилетия неговите борби за освобождение, организацията, чиито ръководители беа доблестните македонски революционери Г. Делчев, Д. Груев, Яни Сандански, Д. Х. Димов и П. Тощев, продължава да живее. Но тя нема нищо общо с главорезите на Протогеров-Цанков.

Служейки си с името на В. М. Р. О., Протогеровци никого не ще излъжат. Македонския народ знае истинското положение, защото той участвува в местните комитети и групи на истинската македонска революционна организация.

В най-скоро време нейните делегати ще си кажат думата. В най-скоро време централния комитет на В. М. Р. О. ще оповести на македонския народ своята програма. Скоро той ще посочи на македонските маси спасителния път на техното освобождение.

Като пълномощник на Ц. К. на В. М. Р. О., стоящ на принципите на манифеста от 6 май 1924 г., аз каня всички македонски революционери да не се подават на приспивателните приказки на злодеите, които са узурпирали името на македонската революционна организация; аз каня македонските борци за свобода да продължават да демаскират агентите на българтските диктатори, да продължават да разкриват предателската роля на Ст. Мишевци, Каламативци и Пандурскиевци, като същевременно засилят своята революционна борба против техните господари — реакционните правителства на Цанков, Пашич, Михалакопулос.

Добре организирани, в единен фронт с потиснатите народи и с трудящите се маси на Балканите — ние ще поведем решителна борба за независимостта на Македония и за Балканската Федерация.

Деня на тържеството на нашите идеали е близък!

Д. Влахов

## Политическото и икономическото положение на Българтия

(По повод интервюто на българтския пълномощен министър във Виена \*)

II

Г. бълг. политически представител във Виена говори по-нататък в своето интервю, че народната армия пак си възвърнала старото уважение, с което се ползувала, и парламента бил станал регулатор на националния живот в страната.

Да, върнаха се блаженните времена, когато офицерите се смятаха като привилегирована каста, която третираше войниците и гражданите като ниши същества. За какво уважение говори г. Недков? Не уважение си спечелиха командирите на армията, а презрението на народа. Защото екзекуциите на народните водачи в Българтия се инспири-

\* Гл. бр. 16 на „Балк. Федер.“ от 15 март 1925.

рат от офицери, а понекога, в по-важни случаи, самите те са ексекторите. Колкото за парламента, достатъчно е да посочим на заплашванията и законите, които постоянно се отправяха и отправят от министри, от кавалерийския ескадрон (в сегашния бългaрски парламент има 15—20 души военни, повечето бивши кавалерийски офицери, които най-много тероризират опозиционните депутати и особено тия на земеделската и комунистическата парламентарни групи) и от разни депутати-хулигани от правителствената партия, за да се види какъв регулатор е той в националния живот на страната. И когато не са проводирани и тероризирани в самия парламент, истинските народни представители не са свободни да изказват своите мнения, защото... тех ги убиват на най-многолюдните улици в София.

Г. бългaрският пълномощен министър засега и други някои въпроси от обществения живот на Бългaрия.

Той говори за аграрната реформа, данжните облагания, съобщителните средства, училищната реформа, стабилизирането на валютата, прехраната и пр. Всички тия проблеми той осветлява от гледището на г. Цанков, като се старае да представи, че сегашното бългaрско правителство, вжодушевно от принципите на демокрация, мир и обществена солидарност, е успело или е на път да успее да проведе в бългaрския обществен живот тия принципи. Само, че в своята дейност то било спъвано от разрушителните елементи — комунисти и земеделци.

Какво е впрочем истинското положение?

Аграрната реформа, за която г. Недков говори, беше проведена от кабинета на Стамболийски. Тя не беше пълна, както и целото стопанско законодателство на правителството на Стамболийски не беше радикално.

Обаче, тази реформа, все таки беше една стъпка напред към снабдяването на безимотните и малоимотни селяни с земя; тя беше началото за разрешението на аграрната проблема.

Сегашното бългaрско правителство „корегира“, както се изразява г. Недков, закона за трудовата поземелна собственост на правителството Стамболийски, като взе във внимание изключително интересите на едрите поземелни собственици. Това демокрация ли е?

Данжните закони се измениха и сега още се разисква върху тех в парламента, като правителството Цанков изхожда само от интересите на буржуазията, на bankerите, индустриалците, едрите търговци и селските чорбаджии — лихвари. Това демокрация ли е?

Учебното дело в Бългaрия, в сравнение със съседните страни, е поставено на добра основа. „Реформите“ на г. Омарчевски, министър на просветата в правителството на Стамболийски, предизвикаха на времето си критиките на радикали, комунисти и социалисти в Бългaрия. „Реформите“ на г. Цанкова, обаче, предизвикаха протестите и възмущението на целия народ. Паметна е още кампанията, която бългaрския учителски съюз беше предприел против „просветения“ министър Цанков, за вършените от него произволи по отношение на учителството: под претекст, че били комунисти — хиляда души учители бяха уволнени от длъжност; хилядо светилника в бългaрските села угаснаха. В това ли се състоят демократическите реформи на 9-юнското правителство?

Г. Недков говори за социалните реформи на правителството на Цанков.

Социалното законодателство в Бългaрия датира от дълго време. Това се дължи на организираността на бългaрското работничество в политически партии и работнически синдикати. Крупните социални закони са изработени от предшествуващите г. Цанкова правителства. Закона за защита на женския и детски труд е изработен още преди 20 год., а тоя за 8-часовия работен ден — преди 6 години. През времето на Стамболийски още бяха изработени законопроектите за обществените осигуровки. Сегашното правителство на bankerи, спекуланти и офицери терористи внесе в камарата тия законопроекти, озакони ги, за да може да парадира пред демократи и социалисти в Европа, че то е демократично, и да получи техната подкрепа в борбата против своя народ. То не полага абсолютно никакви грижи за съдбата на бългaрското работничество, на което е обявило война на смърт, което то третира като неприятел. Ние си позволяваме да питаме г. бългaрския пълномощен министър, може ли сериозно да се говори за социални реформи, за грижи за работничеството при един режим, който е отнел всекакво право на работниците за организация, за сдружение, даже и на чисто професионална база?

Грижи полагало правителството и за развитието на съобщителното дело в страната. Предшествуващите правителства сж строили много повече железопътни линии и шосета, от това, което прави г. Цанков.

Стабилизирана била бългaрската валута от сегашното правителство, казва г. Недков и това се дължело на правителството на Цанков.

Преди да се извърши преврата на 9 юний 1923 год., 100 шв. фр. струваха 1700 бългaрски лева, а сега 2650 лева.

Това ли се нарича стабилизиране на лева?

Ограничението на банкнотната емисия, което допринесе да се спрے обезценяването на лева, беше работа на Стамболийски. Определянето размерите на репарационните задължения, което също тжй допринесе за стабилизирането на лева, се извърши също тжй в негово време.

Обаче, всички тия мерки бяха недостатъчни; това се изтъкна на времето още от представителите на трудовия народ и от видни икономисти в Бългaрия. Стабилността на лева не може да бъде трайна, до като тия задължения съществуват, до като не се премахне Нийойския „мирен“ договор и до като бюджета на държавата се приключва с дефицити, предизвикани главно от разходите за плащане лихви и погашения на дълговете, от задълженията по договора за „мир“ и от граматните суми, които се изразходват за полиция, жандармерия, войска и фашистки банди.

Но, сегашното бългaрско правителство не само нищо не прави за премахването на тежестите по „мирния“ договор и намаление разходите за войска, полиция и жандармерия, а напротив, ненамирайки подкрепа у самия народ, то всеки ден дава каквото му се поиска от чуждите държави: днес на Югославия — 300 милиони бългaрски лева за реквизиция, утре на Ромжния — може би по-голема сума, за реквизиция и разни обезщетения, другия ден на Турция и Гърция. Това противонародно правителство е готово да одере кожата на бългaрския данжкоплатец, то е готово да увеличи косвените данъци, които се плащат от трудовия народ, до степен да ги направи непоносими за тоя народ, то е готово да продаде интересите на бългaрите в Добруджа, Македония, Тракия и Цариградско на съседните правителства, само и само да го остават свободно да воюва със селяните и работниците в Бългaрия.

Г. бългaрския пълномощен министър говори още за мерките, които сегашното бългaрско правителство вземало по прехраната на населението. Ето една тема, която по-добре би било той да не засега.

Истината е, че правителството на Цанков не взема никакви мерки за прехраната на населението. То позволи износа на зърнените храни, за да фаворизира спекуланти и bankerи и сега е принудено да внася храни от Америка и Югославия. Цената на хляба е 10—12 лева килограма, а в Петричкия окръг и Малко-Търновската околия той се продава по 15 лева.

Скъпотията на живота в тая земеделска страна, която по-рано изнасяше десетки хиляди вагони зърнени храни а сега внася такива — е взела неимоверни размери.

Живота е поскъпнел 38 пъти, в сравнение с 1910 г., когато заработъка на народните маси се е увеличил 5—10, най-много 20 пъти.

Истината е, че народа гладува и че спекулата се шири безнаказано.

Ето какво пише в-к „Народ“ в броя си от 12 февруарий 1925 г.: „...болшинството от народа гладува: работници, селяни, занаятчий, държавни служители, сираци и инвалиди, новите земи и бежанците — всички хора на физически и умствен труд и всички жертви на войната ката дневно се огъват под юмрука на скъпотията и глада. Хляба започва да става недостъпен за широките кръгове на нашето общество.“

По-нататък същия в-к пише:

„А каква е стопанствената политика на това управление? Чисто народняшка (партията, която е стълба на правителството на Цанков.): чрезмерно забогатяване (акционерните дружества реализират годишно печалби от 100—150%; лютичевите експортни фирми сж реализирали в 1923 г. 800 милиона лева печалби) и пресищане на десно и изгладняване на лево! Видже картината на селата и градовете: шепа спекуланти вжрлуват и обират, а работниците и селените, занаятчийите и чиновниците и всичкия

свет на труда се огъва и гинее под ярема на спекулата и скъпотиата...

Че съществува спекула, принудени са да признаят и самите органи на властта.

Ето какво пише главния комисар по прехраната в окръжното си от 13. I. 1925 г.:

"Спекулата се шири, верижната търговия се върши безпрепятствено, продават се развалени продукти безнаказано, а аз не чувствавам да се проявява твърдата ръка на комисарите за ограничение на тия престъпления. А обществото негодува именно за това бездействие на органите по прехраната." (в. „Народ“, 12. II. 1925 г.).

Към това ние не ще прибавим нищо! Ще кажем само, ако такъво е положението на хората, които имат некакъв заработък, то какво да се каже за 100,000 души безработни — със семействата им най-малко 300,000 души — и за грамадната армия бежанци, които умираат от глад и болести, понеже бългърската хазна... немала пари за тях? (Думи на г. бългърския президент!)

Г. Недков говори и за външната политика на правителството Цанков. Тя била миролюбива и била насочена към поддржане на искрени и коректни отношения със съседните и другите държави.

Да, верно е, че правителството на диктаторите прави всичко възможно, готово е на всички жертви, готово е да остави бългърския народ да гладува, готово е да продаде интересите на бългърите в Македония, Добруджа, Тракия и Царибродско готово е на всички унижения, и подлости, само и само да спечели „милостта“ и „благоволенieto“ на Пашич, Братияно, Михалакопулос и на западно-европейските империалистични държави. За тая „милост“ и „благоволение“ то е готово — нито минутка не се колебаем да заявим това — да заведе бългърския народ на некоя нова касапница, стига това да се поиска от него. Разбира се, срещу всичко онова, което то върши и е готово да върши, правителството на Цанков иска само едно: да го оставят да продължи войната срещу трудовия народ, да го оставят да продължава да играе своето юдинско хоро над труповете на бълг. селяни, работници, занаятчии и интелегенти.

Г. Недков апелира до народите в западна Европа да подкрепят сегашното бългърско правителство. Ние сме обаче уверени, че той апел не ще бжде чул, защото прогресивното европейско обществено мнение, европейския пролетариат не ще позволи на своите правителства да подкрепят една тираническа и противонародна власт като тая на Цанкова. Напротив, ние не се сжмняваме, че той, пролетариат а в Европа, ще поведе една усилена борба против тая власт.

Правителството е пжлен господар на положението, то не ще позволи на никого да си играе със сждбините на страната, се провиква, най-сетне, г. бългърския пжлвомощен министър.

Да, то е пжлен господар на положението, така както беха пжлни господари на положението Абдул-Хамид и Николай II!

Не, работниците и селяните, а сегашното бългърско правителство си играе със сждбините на Бжлгария. За всичко, което става в Бжлгария, отговорността пада върху тия, които „управляват“, които не са в състояние да дадат на народа свобода и хлеб; тия пада върху тия, които колят тоя народ и които заявяват, че не ще отстъпят властта другиму.

При това положение, на бжлгърския народ и особено на трудящия се свет в Бжлгария, не остава нищо друго освен с всички честни легални и нелегални средства, с които той може да разполага, да поведе още по-решителна масова политическа борба за сгромолясането на тая диктатура и за установяването на една селско-работническа власт.

Диктатурата на г. Цанков и г. Русев ще рухне!

Каквито мерки и да взема, каквито убийства и да върши сегашното бжлгърско правителство, то не ще може да запази властта. Срецу стихията — никоя сила не е в състояние да устои.

А народното негодуване се е изправило срещу правителството на Цанкова като стихия.

Против себе си той има целия бжлгърския народ, който се бори мъжки и отстоява героично своите права.

Скоро режима на узурпаторите и кжржавите диктатори ще падне!

Д. Влахов

## Долу убийците!

(По положението в Бжлгария)

Нова вълна от убийства заля напоследък бжлгърската земя. Тия убийства още не престават. Избива се всичко будно, всичко интеллигентно, което се осмелява да се бори против днешната фашистка власт на банкерите и спекулантите.

Новите управници на Бжлгария, които дойдоха на власт с нощен преврат на 9 юни 1923 г. в името на „реда и законността“, които не беха нищо друго освен една благовидна маска на погромническата и кжрвава бжлгърска буржуазия, с целата си политика до сега вжоржжиха целия трудящ се народ срещу себе си. По волята на двореца те управляват и днес още. И техното управление не е нищо друго освен една спекулантска, погромническа оргия над един вулкан. Те, тия професори с праздни глави, носители уж на прогрес и култура, и техните помагачи, генералите, професионалните убийци, заедно с целата спекулантска сган, чиито послушни орждия сж, чувствуват много добре неударжимостта на положението си. И те пристъпят към нова провокация, за да излезат от това положение. Секаш малка провокация извършиха! Секаш с малко кръв обляха бжлгърската земя!

Септемврийското вжзствание през 1923 година бе тейна провокация. Те сжзнателно и планомерно предизвикаха тогава трудящия се народ за да се отжрвят от единствения и страшен за тях противник Бжлгърската Комунистическа Партия, след като беха се отжрвали вече от Земледельския Сжюз. Тая провокация струва на бжлгърския народ повече от десет хиляди негови синове, избити в по-големата си част не на полето на борбата, а чисто по „народняшки“ подло измжквани от домовете и работилниците им, от заговорите и нощем откарвани по местата, кждето беха ставали сражения и там избити.

Септември 1924 година, погрома над революционната македонска организация и избиването на всички ония, които не искаха да бждат послушни орждия в ръцете на крволюците, бе сжщо така провокация на правителството на Цанков. Историята тежрва има да разкрие чудовищните образи на „просветените“ днешни управници на Бжлгария, които за да спасят себе си с успешната провокация, посегнаха на живота на оня, който бе ги поставил на власт, на Тодор Александрова, превжрнал се вече в пречка за продаването на интересите на македонския поробен народ и за сближението им с правителството на Пашич.

Те пристъпиха вече към трета провокация. Още в края на януари правителството е решило до отпочне масови избивания на комунисти и леви замделци, за да предизвика преждевременото и по отделно изтжване на хората на труда, за да ги бие по части и по тоя начин да ги унищожи и тоя път и да се отжрве за дълго още от сжпротивата, която целия народ му указва. Плана и тоя път бе изработен от душата на досегашните сжзаклятия и провокации, министра на войната, Генерал Вжлков, най-верното псе на двореца. Иструктора на терористическите групи, сжставени от главорези от бандата на Протогеров, които останаха верни на Цанков и на бжлгърската погромническа буржуазия, бе приет и лично инструктиран от Вжлкова. И убийствата почнаха. Залавяха се хора, удушваха се, обесваха ги и ги представяха като самообесени, застрелваха ги... Вжлчо Иванов, Захариев, Страшимиров, Харалампий Стоянов, Гичева, Даскалов и десетки други. Редицата е безконечна. Требваше зверски да се убива, требваше да се печатат „признания“, разбира се, на удушени, убити и обесени хора, требваше „чека“ да се разкрива във всеко село и град, требваше да се разкриват несжществуващи заговори, несжществуващи конспиративни организации, всичко това требваше, за да се провокира на всека цена трудящия се народ. И когато правителството не успе, требваше да се прибегне до нова подлост. Обвинява се село или град, че е вжзстанало за да обявява сжветска република и по-будните, по-смелите народни синове се избиват, а другите изжлват затворите.

Това, което обаче е най-характерно, което ние не можем по никакъв начин да премжлим и за което треба да изкажем нашия неударжим протест и дълбокото си вжзмущение, то е обстоятелството, то е печалния факт, че всички тия зверски убийства правителството се помжчи да обясни и да оправдае с ВМРО, с борбите, които то само предизвика в тая организация на македонския народ. От тия обяснения на правителството и на неговата продажна преса, от тая гавра с македонската революционна организация, македонските трудящи маси се гнусят. Не е ма-

кедонския народ и неговата революционна организация, които вършат убийствата в България. Наистина, заловените убийци беха все македонци. Убиеца на Петко Петков бе македонец, убиеца на незабравимия Димо Хаджи Димов, убиеца на Харалампи Стоянов беха също македонци. Но това още не значи, че македонската организация, която от както съществува, се е борила за свободата на македонския народ, ще си позволи това безумие да изстребва тукмо смелите борци за свободата на самия български народ. Не, ВМРО е непричастна в тия убийства! Убийствата се вършат от правителството. Намират се обаче, за големо съжаление, македонски синове, които стават жалки орждия в ръцете на правителството, които стават заедно с кървавото правителство палачи на трудящия се български народ. Това сж платени орждия, изроди от бандата на самозванните водачи на ВМРО, от бандата на Протогеровци и компания, които убиват. Верните орждия на палача Цанков и на двореца, ония, които до край ще си останат верни не на интересите на поробения македонски народ, а на крвожадната българска буржуазия — ето кои вършат под закрилата на власта убийствата днес България.

Тия самозванни водачи на ВМРО, които станаха орждие на българската буржуазия за избиването цвета на ВМРО, най-верните и преданни синове на македонския народ, тия вулгарни престъпници и убийци, имат цинизма да говорят днес от името на ВМРО и да излизат с декларации за дейността на революционната организация на македонския народ. В тая предателска и пжлиа с цинизм декларация те заявяват, че ще развият нелегална дейност само в Гърция и Югославия, а в България нема да водят такава, понеже българското правителство било съгласно да даде свобода и независимост на Македония, щом Гърция и Югославия се съгласят да сторят същото по отношение на ония части от Македония, които те владеят. Това заявяват самозванните водачи на ВМРО, ония, които с помоща на полицията и войската на Цанкова кляха през септември миналата годна македонския народ и избиха ръководството на неговата революционна организация. Техните декларации и македонския, па и българския народ ги познват много добре. Декларациите им сж едно, а действителността е съвсем друга. *Нелегална дейност тия глаторези водят само в България.* И в какво се състои тая нелегална дейност? В избиването на най-добрите народни синове, които се борят против тиранцията на Цанков, която е тирания и над самия македонски народ. Не кой друг, а Цанков разгроми ВМРО, за да може да продаде Македония на Пашича и да се помири с него. Ето нелегалната дейност на тия безчестници. Ние най-категорично отхвърляме обвиненията, че ВМРО е, която върши убийствата в България. *ВМРО това не сж самозванните водачи от рода на Протогеровци и компания, свързали съдбата си с кървавата българска буржуазия, не! ВМРО — това е масата от бедните селяни и работници в самата Македония и пржснатите по разните краища на земята, които се организират, за да се борат за свободата и независимостта на македонския народ.* Тая ВМРО, която продължава традициите на Гоце Делчев, Яни Сандански, Д. Груев, Д. Х. Димов, Ч. Кантарджиев, не може да бжде палач на трудящия се български народ. Това може да не искат да знаят само Протогеровци, но това знаят всички български и македонски работници и селяни!

Нема друго такова правителство в света, което давърши такива безумия и ужаси над своя собствен народ, каквото е българското правителство на професорите и генералите. Това правителство напоследък засили прочутия свой закон за защита на държавата с такива санкции, каквито не съществуват в никое друго законодателство. Забранява се не само борбата против правителството и съществуващия строй, но се забранява и агитацията и пропагандата против правителството и против тоя строй. Забраняват се дори художествени произведения, в които може да се намери и сенка от некаква класова омраза и авторите им се наказват с дългогодишен затвор и големи глоби. Наказват се сж смърт всички, които участвуват в организации за борба против правителството. Наказват се сж смърт също и ония, които дават подслон на хора от тия организации.

А новия полицейски закон на правителството превръща България в сжчинска полицейска държава. За политически събрания се иска непременно разрешение и се задължава власта да присъствува на тия събрания. Дава се право на полицейските органи да издават сами присъди за известни простъпки на полицейските нареждания и да налагат глоба. Кметовете се поставят под контрола на околийските началници и окръжни управители. Дава се право на полицията да арестува във всеко време на деано-

щието и да откарва на сила, без да дава обяснения защо и где откарва, провинения.

Над тия закони и закончета се издига закона на беззаконието, който, зграбчил в ръцете си и суспендирал всякаква свобода и законост за трудящия се народ, за бедните работници и селяни, в нържави оргии шедствува по целата страна. И по целата окървавена земя един вик се носи днес: долу убийците!

Долу убийците, които отнеха правото на легална борба за селяните, които и днес не престават да се мъчат да унищожат техната политическа организация! Долу убийците, които отнеха живота на хиляди синове на селския народ! Долу убийците, които стегнаха с веригата на данжците сжция тоя народ, като сложиха само върху неговите плещи и тия на работниците всичката издръжка на държавния апарат! Долу убийците, които позволиха да бжде ограбен селския народ и да бжде изнесено неговото жито, а днес го троят с развалени храни, които докарват чак от Франция и Америка!

Долу крадците, които отнемат раздадените земи на селския народ и ги повръщат отново на едрите землевладельци! — викат селските маси.

Долу убийците, които разтуриха единствената работническа партия — комунистическа организация и разграбиха народната работническа коперация! Долу професорите и генералите управници, която избиха хиляди работници и стотици работнически водители! Долу слугите на спекулантите и банкерите, които сж причина за масовата безработица, за глада и мизерията, които ни душат! — вика работническото.

Долу убийците, които кредитират сжс средствата на народа само банкерите, индустриалците и търговците, а нас лишават от най-малката поддръжка и с това ни осждаат на безработица, на мизерия и глад! — викат еснафите.

Сжция тоя вик-долу убийците! — се подема днес от дребната и средна буржуазия, която остана излжгана в надеждите си. Тя се надеваше, че правителството на Цанков ще донесе мир в страната, ще отстрани „дружбашката“ и „комунистическа“ опасност, ще подобри стопанското и финансово положение в страната и ще открие пжтища за спокоен и доволен живот.

Долу убийците! — викат добруджанците, които правителството на Цанков изостави да бждат тормозени и изгонвани от огнищата им от ромжското правителство. Долу това правителство, което даже не позволява, за да не се развалят отношенията му с правителството на чокоите в Ромжния, на добруджанската емиграция да протестира против своеволята, които се вършат над добруджанци в Добруджа.

Долу убийците! — вика стохилядната тракийска емиграция, която „добрата“ политика на Цанков-Калфов, дигна посред зима и я доведе гладна и гола в България!

Долу убийците на цвета на македонската революционна интелигенция, долу днешните властници, които за да получат поддръжката на Пашича в борбата си против собствения им народ, продават интересите на македонското население и цела Македония на най-големия потисник на поробените националности — сръбската буржуазия! — викат македонците емигранти.

Целия народ е против днешните свои властници. В безумен страх пред историческото възмездие, което сами те си подготвиха, властниците искат на всека цена да се задържат. Понеже собствени им народ е против тех, те прибегват до помоща на капиталистическите хищници от сжседните и по-далечни държави. Те представят борбата на българския народ да се освободи от кържавите си управници за болшевизм пред вжншия свет. Болшевизма днес е станал папска индугенция за оправдаване на най-отвратителните престъпления, които се извършват над народните маси от техните управници и за сжздаване кредит на погромническото правителство. *Ако борбата за хлеб и свобода е болшевизм, българския народ действително се бори за болшевизма.* Но тая негова борба не могат спре не само палачите професори и генерали в България, но не може я спре и техния голем покровител, архиреакционер и душителя на множество колониални народи, Чемберлен.

Победоносния изход на борбата е в ръцете на българските работници и селяни. Въпреки всичко, Цанков ще бжде смжкнат от власт. И неговото смжкване ще почувствуват не само българските работници и селяни, но ще го почувствуват и всички потиснати националности на Балкана.

А. Павлов

## Pro domo sua

Вестниците на мафиотите и убийците са в тревога. Напоследък те се занимават усилено и с моята личност. Изглежда, че моето съществуване много ги дразни. Те не могат да се помират с мисълта, че не успеха до сега да ме убият, както убиха мнозина от моите другари.

Убийци, разбира се, и за мене можаха да се намерят. Те шоват и в Австрия: Помагачи има в достатъчно количество: целия „сюз“ на македонската академическа младеж“ във Виена, Лайпциг, Берлин, както и всички български легации в чужбина са в тяхна услуга. И как така, при този усъвършенстван апарат за избиване на честни македонски революционери и общественици, при съществуването на един неизчерпаем резервуар на катили — не могат да убият никакъв си Влахов. В техните традиции е да зачернят и заклеймят избраната жертва, преди да я премахнат. Треба де се насърдят убийците; трябва да им се представи жертвата за предател, егоист, сребролюбец; трябва най-сетне македонското общество да бъде подготвено, че убийтия, ако успеят в това, е човек, който е заслужил наказанието си. Така само може да се обясни тази мизерна кампания лично против мене. Нека не бързат детективите на правителството Цанков. Аз съм още жив и нищо не е в състояние да ме отклони от пътя, по който съм тръгнал да се боря за освобождението на своето отечество и против предателите и убийците на македонския народ.\*

Кампанията против нашето движение се води от една интеллигентна група, която се дирижира от Ив. Михайлов и Протогеров и едновременно се явява изразител на всички официални македонски организации в България.

Между тия организации впрочем нема никаква разлика. Те са едно и също нещо.

Дирижорите на групата получават своите инструкции и възможности от върховото съдружие Цанков-Русев-Вълков. Между тях и правителството на Цанков има пълно единомислие и единодействие. Те са най-верните помощници на Цанков. Протогеров и Ив. Михайлов са освен това и най-жестоките изпълнители на престъпните планове на българските диктатори. Това са моите клеветници.

В какво ме обвиняват тия главорези?

Не съм бил никакъв революционер, бил съм се нагаждал спрямо условията, получавал съм големи заплати като чиновник в България, използвал съм бил положението на пкрвите хора на македонската организация за свои лични интереси, бил съм за участието на България във войната на страната на централните сили, с цел да бъда запазен в случай на война, проповедвал съм младотурски национализъм, разбунтувал съм учениците в солунската гимназия в 1908 г., бил съм от тжй наречените „червени братя“, представител съм бил на българския дворец, понеже съм бил български консул, защищавал съм интересите на крупните търговци и индустриалци, понеже съм бил секретар на търговска камара, бил съм в компанията на Коста Тодоров и Д-р Атанасов и най-сетне превъзшил съм бил правата, които Ц. К. на македонската организация ми дал, като съм бил го ангажирал в работи, с които тоя комитет не бил съгласен.

Не съм бил никакъв революционер или най-много — какво великодушие — бил съм член на солунския околийски рев. комитет, пише г. Брут от в. Свобода или Смърт.

— Приятелите на Брутовци, т. е. Важдаровци, Пърличевци и Бадевци, знаят, че след възстанието аз бех член в

\* Аз не бих отговарял и бих желал да отмина с презрение интригите и лажите на „македонската преса“ в София. Знаейки, обаче, че с всичко това лакеите на правителството Цанков преследват целта да създадат всред македонските маси настроение против нашето революционно движение, — аз се реших да помоля редакцията на Балканска Федерация да отдели място в своя вестник, за да отговоря на моите клеветници. Това върша неохотно, защото в тоя момент нам ни предстои по-важна работа от тая да разпразваме каква е била нашата дейност като общественици или държавни служители.

Но в интереса на самото движение аз трябва, за съжаление, да занимавам читателите на Балканска Федерация и с тия въпроси. Прося извинение от тех за това.

Това е моя първи и последен отговор на Свобода или Смърт, Независима Македония, Илинден и Устрем.

Д. В.

Ц. К. на В. М. Р. О. и председател на местния комитет на солунската революционна организация. В Ц. К. участваха Б. Мончев, аз, Хр. Коцев, Ив. Сапунаров и Ал. Димитраков. Последните трима се уплашиха да не бъдат открити от турските власти и се отказаха да работят. Мончев и аз ржководехме целата работа. Г. Монеv, депутат от Г. Джумая, ще си спомни, навярно, че когато се е отнасял към Мончев и мене, за да му определим работа в Скопския окръг, то не като към членове на околийски комитет се е адресирал той, а като към такива, чиято дейност се е простирила в цяла Македония. Нека Сапунаров, Хр. Коцев и Монеv — не посочвам други хора, а тия именно, които биха ржкоплексали на делото на моя убийца, ако той успее да ме събори, — нека тия големи патриоти, заявят, верно ли е това, което тук изнасям?

Моята работа в 1903 и 1904 г. е позната на всички македонски революционери, с които съм работил. Аз служих беззаветно на революционното дело.

— В 1908 г. избухна бунт всред учениците в солунската гимназия. Причините, както от после се установи, беха лошото третиране на учениците от страна на управата и учителите — тогавашните ржководители на конституционните клубове. За бунта аз узнах, когато узнах всички солунски граждани. По този бунт се произведе анкета от тогавашния екз. уличен инспектор г. Доросиев. Резултатите от анкетата не ми са известни. Обаче, г. Доросиев е жив, а също тжй и г. Делиделов, тогавашен началник на отделение в екзархията. Заявявам, че не съм имал никакво участие в тоя бунт. Нека г. г. Доросиев и Делиделов съобщат резултата на тая анкета, нека те посочат на моето участие в него.

— Същата година македонските революционери от струмишкия рев. окръг — Хр. Чернопеев и другарите му, от тиквешкия окръг — Д. Даскалов и другарите му, и тия от солунския окръг — ми предложиха да бъда кандидат в изборите за народен представител в солунския окръг. Приех направеното ми предложение. Кандидатиран бех. Бехме в коалиция с турци и евреи. Представител на турците се явяваше младотурския комитет, който тогава беше революционна демократична организация. Конституционните клубове имаха също тжй свой кандидат, г. Тилков, впоследствие сенатор, член на младотурския комитет. И те беха в коалиция с младотурците.

Аз получих повече гласове от Тилков и бех избран. Избран бех като кандидат на македонската революционна организация в солунския, струмишкия и серския окръзи (фактически революционната организация тогава беше разцепена). Аз бех представител на македонското население, което познаваше моята революционна дейност и ми даде своето доверие.

Дейността ми в отоманския парламент и вжн от него е известна на всички македонци. Член на младотурския комитет аз никога не съм бил и никога не съм одобрявал неговата програма и действия. Младотурското правителство немаше по-определен и по-решителен противник и изобличител от мене. В отоманския парламент от 1908 до 1912 г. (много къса е паметта на г. Брут от Свобода или Смърт, който разпразва на наивните си читатели, че аз съм бил депутат от 1908 до 1910 г.; това не е позволено на един човек като него, който от 20 години преподава история и е написал даже „история“ на мак. рев. движение). Аз бех в крайната опозиция: нито едно правителствено предложение не съм гласувал. Съдържанието на моите речи се знае. Същото поведение аз държах и в разните събрания, които устройх и на които говорих по политически, социални и икономически въпроси в Солун, Скопие, Кукуш, Кавадарци и селата, Струмица и селата, Кара-Фере, Серес, Драма, Кавада, Ксанти и Цариград. Ако г. Баждаров е забравил всичко това — нека отиде в Народната библиотека в София и се справи само в българския и македонски националистически печат, вестниците Вести, Право, Родина, Препорек, Мир, Утро и др.

Моята дейност като общественик в Македония и Турция през тоя период беше такъва, че всички екзархийски чиновници, вие господа, сегашните идеолози на Цанков, вашите приятели от констит. клубове се надпреварвахте да ме хвалите и да минавате за мои приятели. Тя беше такъва, че органа на българската екзархия, в. Вести, в. Право, някои буржуазни вестници в България не намираха думи да ме хвалят и да противопоставят моята дейност на тая на г. Дорев, който беше избран като кандидат на конституционните клубове и който впоследствие ги продаде на младотурското правителство.

(Следва.)

## K vprašanju revolucionarne borbe slovenskega ljudstva

Poskušali smo v prejšnjih člankih dotakniti se nekoliko važnejših političnih vprašanj borbe slovenskih kmetov in delavcev za socialno in nacionalno osvoboditev. Z ozirom na splošni položaj po vojni, na ekonomske krize, nacionalno raskosanost Slovencev po krivdi imperialistične politike velikih sil in njihovih balkanskih podreptnikov, postaja jasno, da danes ni mogoče več ločiti borbe za nacionalno svobodo in nezavisnost od socialne osvobodilne borbe slovenskega delavca in kmeta.

Neposredne naloge te borbe so:

### V Jugoslaviji:

1. Borba proti srbski hegemoniji v državi;
2. Borba proti monarhiji, „beli roki“ in P. P. bloku;
3. Borba za neodvisno kmetско-delavsko republiko Slovenijo v okviru Balkansko-Podonavske Federacije.

### V Italiji:

1. Borba proti zatiralni nacionalni politiki italijanskih vlad in imperialistični politiki Italije sploh;
2. Borba proti fašizmu;
3. Borba za končno osvoboditev in nacionalno združitve z ostalimi Slovenci.

Te cilje bosta zamogla slovenski delavec in kmet izvojevati le, ako se naslonita na ostale sorodne pokrete med balkanskimi narodi in na svetovno borbo revolucionarnih sil proti kapitalizmu in imperializmu sploh.

Danes hočemo postaviti problem nekoliko konkretnješe: Kako organizirati to borbo, dati ji trdno podlago, razširiti ji obseg in jo voditi dalje.

Imamo med Slovenci več političnih faktorjev s katerimi treba vsekakor računati, z ozirom na njihovo politično moč in upliv pri masah. Ti faktorji so:

1. S. L. S., po svojem sestavu stranka nekaterih meščanskih krogov, duhovščine in malomeščanstva, je vodila že pod Avstrijo kolebajočo, oportunistično politiko; v kaotični dobi 1. 1918. in 1919. je, ne imajoč ne energije, ne volje, da povede slovensko ljudstvo do končnega osvoboditve, zapeljala v nanaročje srbski vojski. Sodelovala je v raznih jugosl. vladah in pripomogla tako h konsolidaciji veliko-srbskega režima v državi. V zadnjih treh letih je pod pritiskom stalno rastočega nezadovoljstva kmetjskih mas bila prisiljena zavzeti več ali manj odkrito opozicijsko stališče; vendar tudi tu ni izšla iz kolebanja. Ni se izjasnila v vprašanju monarhije, ni se izjasnila v vprašanju federalizma in ni se izjasnila v vprašanju kmetjskih teženj za razbremenitvijo od davkov, za zemljo in kredite. V opozicijskem bloku je stala vedno na skrajni desnici in v vladi bloka se je izkazala popolnoma nesposobno, ad doseže vsaj najmanjšo izpremembo v političnih in administrativnih odnosih v Sloveniji. Danes ponovno koleba in skuša rešiti svoj upliv pri masah le še s parolami o poštenosti, zakonitosti in angleški monarhiji.

Med masami S. L. S. obstoji veliko nezadovoljstvo s strankino politiko. Vemo, da tako nezadovoljstvo obstoji tudi med nekaterimi mlajšimi intelektualci ki stranki sledijo iz tradicije in religioznega prepričanja, ali pa vsled tega, ker še vedno niso izgubili vsakega upanja, da se bo S. L. S. popravila in resnično stopila v borbo za osvoboditev slovenskega ljudstva. Mislimo da bodo vsi oni elementi, ki v dobri veri to mislijo v kratkem postavljeni pred dilemo: ali z masami, ali proti njim; kajti položaj v katerem se stranka sedaj nahaja postaja vedno bolj brezizhoden. Ako se je S. L. S. pri volitvah še obdržala, s tem še ni rečeno, da ji ljudstvo brezpogojno sledi nogo da je le borbeno razpoloženo.

2. Slov. Republ. Str. se je porodila pred kratkim ravno iz rastočega nezadovoljstva med revnimi kmeti z oportunistično politiko S. L. S. Toda takoj po prvih udarcih reakcije po H. R. S. S., na katero se je hotela nasloniti, je nova stranka vsled bojazljivosti voditeljev kaj kmalu zašla v oportunistem, se odrekla od Radića in danes se več v ničemur ne razlikuje od S. L. S. Kljub temu pa ima v svojih vrstah mnogo energičnih in inteligentnih borcev iz vrst revnih kmetov posebno Južne Štajerske, kateri gotovo ne bodo in niso voljni slediti ji po tej poti. Oni so zapustili S. L. S., da stopijo v borbo proti vele-srbski hegemoniji, za socialno in narodno osvoboditev slovenskega kmeta in za kmetско-delavsko republiko. Prepričani smo da bodo po tej poti tudi nadaljevali.

3. Komunisti so po prejšnjih porazih in sledečih preganjanjih kljub vsemu uspeli, da zopet vspostavijo na noge svoj organizacijski aparat in imajo danes za seboj veliko večino industrijskega delavstva. Potem ko so se otresli vseh oportunističnih preostankov od prej, posebno v narodnom vprašanju, stopajo danes zopet v ospredje kot resen revolucionaren faktor, ki je uvidel potrebo po združitvi delavskega gibanja s kmetjskim, sprejel v svoj program borbo za nacionalno osvoboditev Slovencev in se na tej novi podlagi tudi bori ne straječ se nikakih žrtve.

4. Slov. narodna str. v Italiji. Ta stranka je izšla iz prejšnjih lokalnih političnih skupin na bivšem avstrijskem Primorju, čijih politika se ni zamogla nikoli dvigniti na nek samostojen nivo, temveč se nahajala vedno pod uplivom političnih bojev in preprirov v ostali Sloveniji. Po italijanski okupaciji 1. 1918 so se te skupine združile v stranko ki bi se imela boriti za narodno osvoboditev primorskih Slovencev. Stranka je obdržala svoj upliv med masami tako dolgo, dokler so te v njej videle predstavnicu njihovega boja za ujedinjenje z ostalimi Slovenci in mislile o njej, da ima za seboj podporo beogradske vladnih krogov, od katerih so pričakovali osvoboditve. No, razočarale so se kmalu. Kmalu se je pokazalo, kako izgleda svoboda Slovencev v „odrešeni domovini“ in da ta ne zaostaje mnogo za „svobodo“ v Italiji. Nadalje je Sl. nar. str. v besedah in dejanjih dokazala, da se ne namerava več boriti resno proti italijanskemu imperializmu in da se nasprotno popolnoma asimilira novemu položaju. Kmetске mase so jo začele trumoma zapuščati in prehajati h komunistom, od katerih edinih danes pričakujejo da jih povedejo v borbo proti njihovim zatiralcem.

Sl. nor. str. se nahaja tako v popolnem razpadu. Danes se je zopet razcepila na prejšnje lokalne skupine pobijajoče se med seboj in vsi jezuitski poskusi njenega klerikalnega krila, da z besednim revolucionarstvom in radikalno demagogijo reši upliv med masami, ostajajo brez uspeha. Njeni poslanci v rimskem parlamentu pa na drugi strani upajo, da se jim po posrečilo z opozarjanjem na pretečo boljševiško nevarnost prepričati vlado, da poneha nekoliko s terorjem in tako zopet nekoliko dvigniti svojo avtoriteto pri ljudstvu, pozivajoč se na svoje „uspehe“. Prepričani smo, da zaman. Nastaja vprašanje da-li bodo oni elementi iz vrst mladih intelektualcev, ki čutijo potrebo, boriti se za narodno osvoboditev svojega ljudstva in žrtvovati se za nje — gotovo jih je precesjnje število — pripravljeni iti do konca s stranko ki je zapisana politični smrti, ali bodo pripravljene iti dalje z ljudstvom. Imamo danes desetorico dijakov in nekoliko mlajših učiteljev v komun. vrstah, toda med ostalo intelektualno omladino še vedno ni nikakega resnejšega pokreta, da se reši iz zagate, ki se v nji nahaja.

Mislmo, da ni prezgodaj, ako se že sedaj dotaknem vprašanja stvoritve nove grupacije v političnem življenju slovenskega naroda, odgovarjajoč potrebam in zahtevam situacije, s ciljem zvezati čim tesneje borbo proti srbski hegemoniji z borbo proti italijanskemu imperializmu, na podlagi točk naših značenih v začetku članka, in na platformi dunajske „Balkanske Federacije“.

Prepričani smo, da bo objektivni položaj sam prej ali slej moral dovesti do tega. Že ustanovitev Republikanske Stranke predstavlja prvi simptom razvoja v tem pravcu. Vendar izgleda da ta stranka nima ne sposobnosti, ne revolucionarnega zanosar in energije, da bi mogla zadostiti novim potrebam. Ta nova grupacija bo morala iziti od spodaj, iz opozicije v S. L. S. (ne mislimo tu niti najmanje na njeno t. zv. „krščansko socialno“ krilo) s strani kmetjskih množic, ki ji še sledijo, iz intelektualne omladine in iz kmetjskih elementov S. R. S. V. Jul. Krajini bo najbrže raspadanje Sl. nar. str. tako hitro napredovalo, da bi moglo vobče priti do kake take grupacije; edina mogočnost za to obstoji pri mlajši inteligenci, ako ne bo razvoj dogodkov tudi nje pogazil.

Komunisti bodo gotovo pripravljene sodelovati z vsakim iskreno revolucionarnim kmetjskim in nacionalnim pokretom, ki bi se razvil, kot to sodelujejo pri drugih balkanskih narodih.

Nacionalno-revolucionarni pokret okrog „Preporoda“ tik pred vojno je bil prvi poskus, dati osvobodilnemu boju slovenskega ljudstva proti avstro-germanskem imperializmu revolucionaren značaj. Toda ta pokret je bil zapoznel in je moral ostati izoliran. Danes je situacija drugačna in sličen pokret bi gotovo našel širokega odziva v vrstah slovenskih kmetjskih množic. Na slovenski intelektualni omladini je sedaj vrsta, da reče svojo besedo.

### VI. Martelanc